Franck TEMPORAL*, Claude-Valentin MARIE*,
avec la collaboration de Stéphane BERNARD*

Insertion professionnelle des jeunes ultramarins : DOM ou métropole ?

Depuis le milieu du siècle dernier, les départements d'outre-mer (DOM) sont le théâtre de mouvements migratoires très intenses, où se croisent départs et retours de natifs des DOM[1], arrivées de populations nouvelles françaises et étrangères. Si ces migrations affectent faiblement le volume de la population de l'ensemble des DOM, leurs effets sont en revanche plus significatifs sur sa structure par âge, sexe et origine, ainsi que sur l'emploi et le chômage des jeunes.

Ces migrations ont, en effet, pour caractéristique majeure de concerner quasi exclusivement des personnes en âge de travailler. Elles modifient donc la composition de la population active de ces départements, avec un impact important en termes de qualification, de taux d'emploi et de taux de chômage des populations concernées.

Les développements à suivre s'efforcent de rendre compte des logiques qui sous-tendent ces mouvements. Ils s'attachent plus précisément aux mécanismes de sélection, aux stratégies développées par les protagonistes et aux concurrences nouvelles qui s'instaurent sur le marché de l'emploi. L'ambition est d'éclairer la complexité de ces migrations, de rendre compte des dynamiques à l'œuvre entre mobilité, études et emploi des natifs des DOM, d'évaluer les conditions de leur insertion pendant la migration et d'apprécier les bénéfices qu'en tirent réellement ceux qui reviennent au pays.

Après une présentation de la distribution des populations natives des DOM entre leur département et la métropole, en effectifs et en structure, on s'attachera à rendre compte de la complexité de ces migrations et de leur dynamique, des trajectoires qu'elles recouvrent et des sélections qu'elles opèrent. On se demandera d'abord : Qui part ? Qui ne part pas ? Et pour quels motifs ? Puis

(1) La notion de « natif des DOM » désigne ici toute personne née dans les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion).

* Institut national d'études démographiques.

Correspondance : Claude-Valentin Marie, Institut national d'études démographiques, 133 boulevard Davout, 75980 Paris Cedex 20, tél : 33 (0)1 56 06 21 83, claude-valentin.marie@ined.fr

on s'efforcera de savoir : Qui revient au pays ? Qui s'installe durablement en métropole ? Dans quelles conditions et avec quels bénéfices ?

Afin de mieux appréhender les mécanismes de sélection, on privilégiera une approche globale de la population des natifs des DOM quel que soit leur lieu de vie (DOM ou France métropolitaine) de préférence à un traitement « classique » par territoire. Ces analyses seront conduites à partir des données des recensements dans les DOM et en métropole, largement complétées par les résultats inédits des enquêtes MFV et TeO (encadré 1) qui nous aideront à comprendre les dynamiques. Une attention particulière sera portée aux plus jeunes (18-34 ans), ceux dont les soldes migratoires très négatifs traduisent l'intensité des départs. On comparera leur situation à celle de leurs aînés (35-64 ans), pour mettre au jour les évolutions qui, d'une catégorie d'âge à l'autre, ont marqué cette tradition durable et forte de migration entre les DOM et la métropole.

Depuis plus d'un demi-siècle, cette tradition a été soutenue par des politiques publiques spécifiques encourageant l'émigration (Constant, 1987 ; Labache, 2007) et nourrie par les contraintes que font peser sur les populations une offre éducative insuffisante, des marchés de l'emploi sous tension, des taux de chômage très élevés qui concourent à des difficultés d'insertion des jeunes d'une gravité sans commune mesure avec la situation métropolitaine (ONPES, 2006).

I. Les populations des DOM « ici et là-bas »

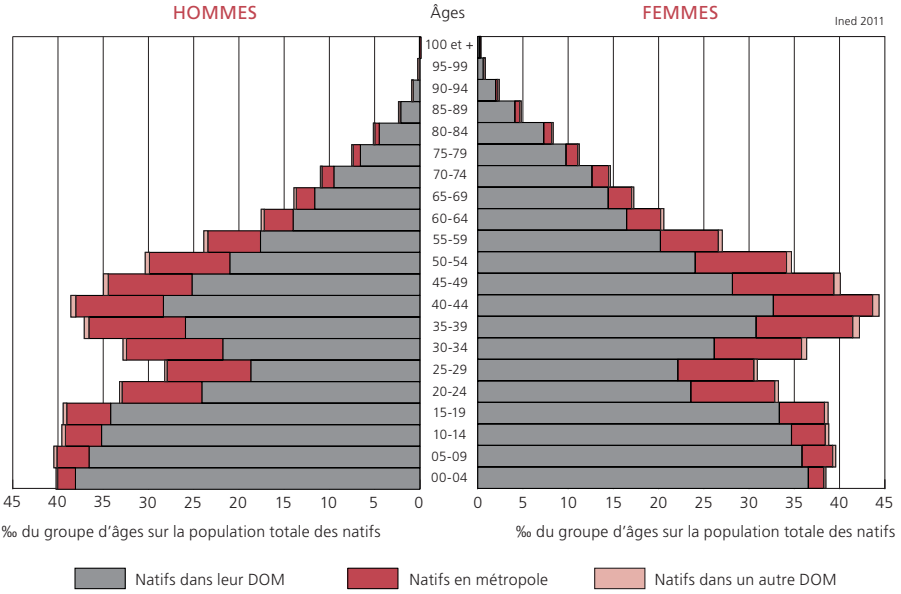
Au recensement de 2007, les quatre DOM comptaient 1 805 000 habitants, dont 81 % étaient natifs de ces départements (soit 1 460 000 personnes). Les immigrants nés en métropole représentent pour leur part 10 % de cet ensemble et ceux nés à l'étranger[2] environ 7 %. Cette répartition moyenne masque cependant de vraies différences de l'un à l'autre de ces territoires. En Guyane, la part des immigrants nés à l'étranger dépasse 32 % (contre moins de 5 % dans les autres DOM), et par conséquent le poids des natifs des DOM atteint seulement 55 %, tandis que celui des personnes nées en métropole est équivalent à la moyenne générale (10 %). À cette même date, 364 000 natifs des DOM résidaient en France métropolitaine (figure 1), soit un natif sur cinq (20 %)[3].

La pyramide des âges de l'ensemble de la population de natifs des DOM résidant dans leur DOM, en France métropolitaine ou dans un autre DOM (figure 1) a une forme particulière. Le rétrécissement observé entre 20 et 34 ans s'explique par les jeunes natifs vivant à l'étranger (annexe A.1) pour une faible part, mais surtout par l'évolution démographique passée. En effet, dans les DOM,

(2) À la même date, les natifs d'un autre DOM ou d'une collectivité d'outre-mer (COM) représentaient moins de 2 % de la population de ces départements.

(3) Part des natifs des DOM en métropole sur l'ensemble des natifs (qu'ils vivent dans leur département ou en métropole), ce calcul ne tient pas compte des natifs des DOM qui résident à l'étranger, dans un autre DOM ou dans une autre collectivité d'outre-mer.

Figure 1. Pyramide des âges de la population des natifs des DOM selon qu'ils résident dans leur DOM d'origine, en métropole ou dans un autre DOM en 2007 (‰)

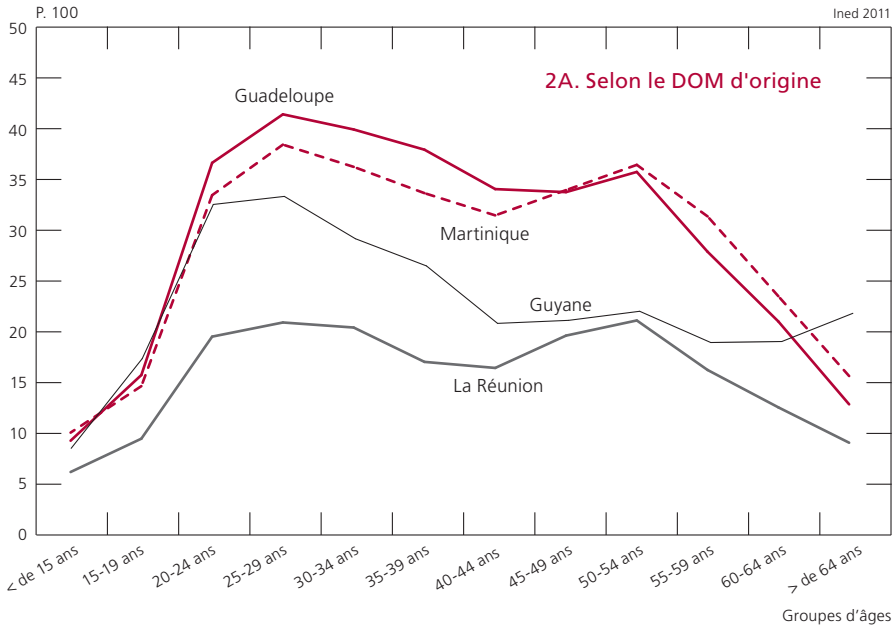


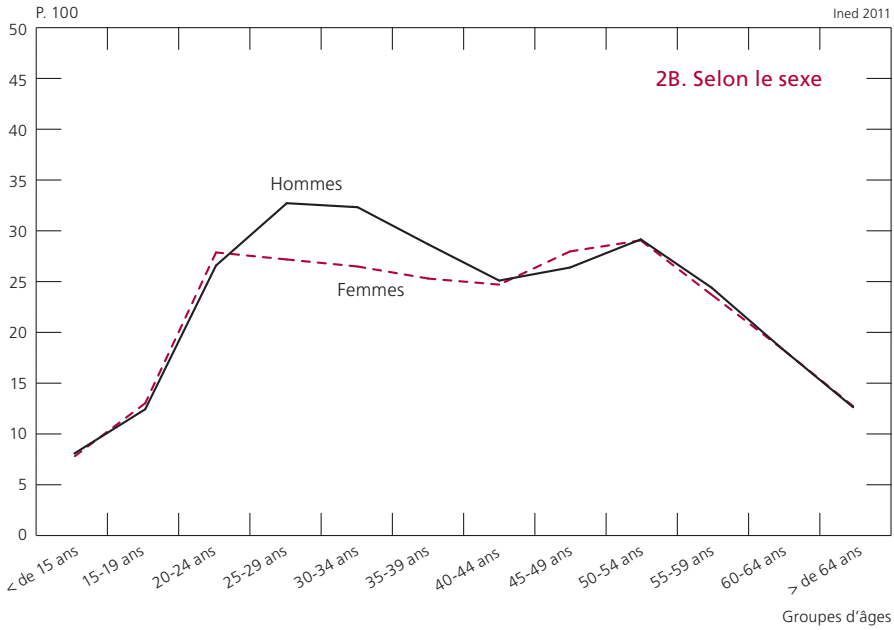
Source : Insee, Recensement de la population 2007 ; calculs des auteurs.

les naissances ont atteint des niveaux records entre les années 1950 et le début des années 1970 (Marie et Temporal, 2011). Les effectifs des générations nées au cours de cette période, aujourd'hui âgées d'environ 35 à 55 ans, ont été très importants et, en dépit d'un recul de la fécondité, leurs enfants sont également nombreux. Plus qu'un « creux », il s'agit en réalité d'une « double bosse ». Rappelons que pendant les années 1950, le niveau de fécondité des DOM s'élevait à 6 enfants par femme et que l'accroissement naturel était de 3 %, voire plus à La Réunion (Rallu et Diagne, 2005). La fécondité et la natalité ont ensuite connu une baisse très rapide (Charbit et Leridon, 1980 ; Festy et Hamon, 1983) avant de se stabiliser dans les années les plus récentes (Temporal, 2011).

Si un natif des DOM sur cinq vit en métropole, cette proportion moyenne varie sensiblement selon le département, l'âge, le sexe, le niveau de diplôme et le statut d'activité des individus, comme l'indique l'examen détaillé des données des recensements (DOM et métropole). Dans la population en âge de travailler (15 à 64 ans), la part des natifs des DOM résidant en métropole atteint près d'un tiers pour les Antilles (Guadeloupe et Martinique), un quart en Guyane et un cinquième à La Réunion. Si l'on tient compte de l'âge, l'installation en métropole apparaît plus importante encore pour les plus jeunes (18 à 34 ans). À ces âges, ce sont respectivement 36 %, 33 %, 30 % et 19 % des natifs de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de La Réunion qui résidaient en métropole en 2007. Ce détail par âge reflète aussi l'histoire, passée et récente,

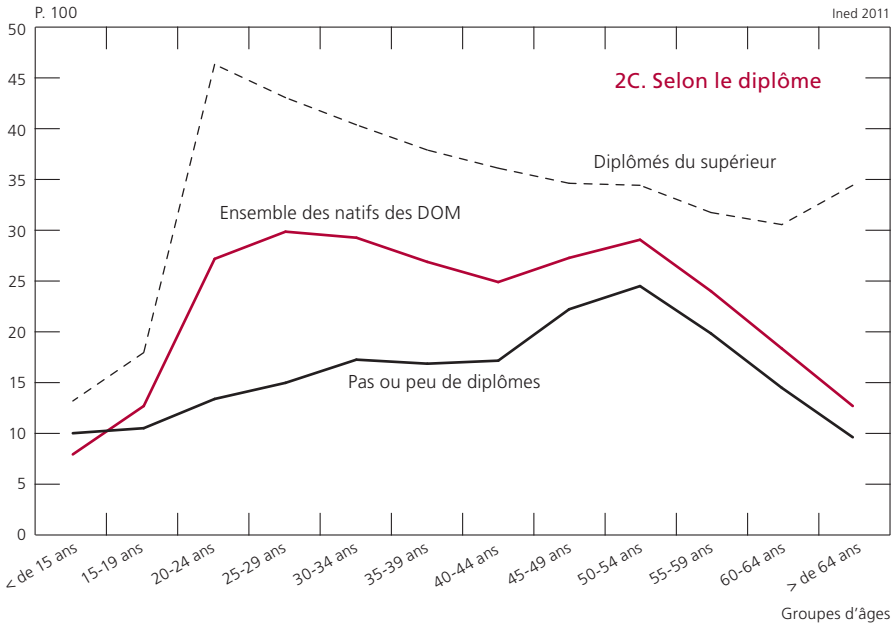
Figure 2. Part des natifs en métropole pour 100 natifs selon le groupe d'âges et différentes caractéristiques

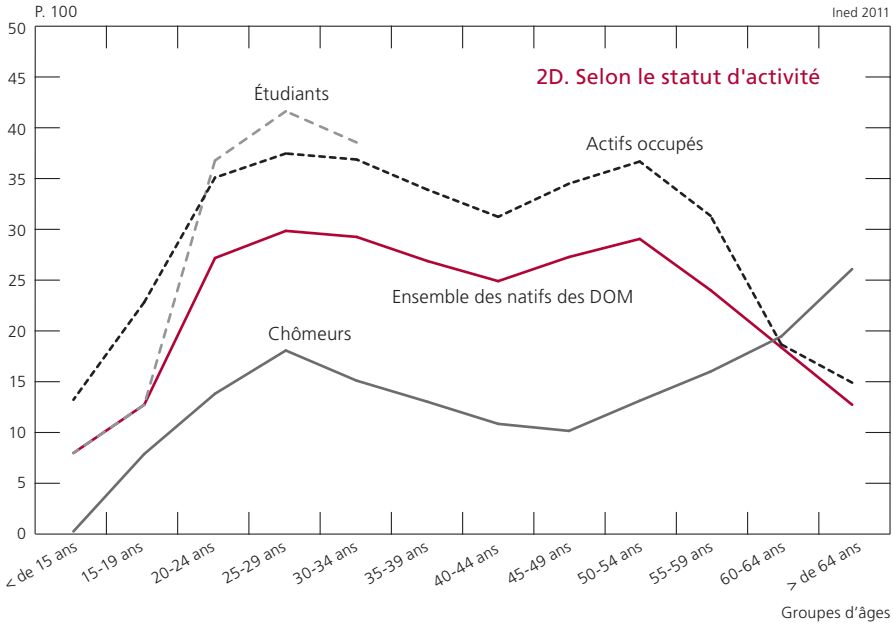




Champ : Natifs des DOM résidant dans leur DOM et en métropole.
Source : Insee, Recensement de la population 2007 ; calculs des auteurs.

Figure 2 (suite). Pourcentage des natifs vivant en métropole pour 100 natifs par groupe d'âges selon différentes caractéristiques





Champ : Natifs des DOM résidant dans leur DOM et en métropole.
Source : Insee, Recensement de la population 2007 ; calculs des auteurs.

de la migration des natifs des DOM (Domenach et Picouet, 1992). En effet, à toutes les périodes, c'est entre 15 et 25 ans que les départs ont été les plus nombreux (annexe A.2). C'est encore à ces âges que leur présence en métropole est, aujourd'hui, la plus importante (figure 2A). Elle diminue après 30 ans, lorsque les retours deviennent plus nombreux que les départs.

L'examen des proportions[4] par sexe montre parallèlement que les hommes de 25 à 34 ans sont plus enclins à s'installer en métropole que les femmes du même âge (figure 2B), confirmant les travaux conduits à partir des recensements de la population de 1999 et 2006 (Marie et Temporal, 2011 ; Monteil et Rallu, 2010) qui soulignaient déjà des soldes migratoires apparents très négatifs chez les natifs de 15 à 34 ans, dont les trois cinquièmes étaient imputables aux hommes (– 32 000 hommes et – 22 000 femmes).

Dans ces départs de jeunes natifs des DOM, l'emploi et les études ont toujours constitué des motifs importants (annexe A.2) participant, en conséquence, à une très nette sélection selon le diplôme et le statut d'activité. Il s'agit même d'une double sélection (au départ et au retour) qui confère sa structure particulière à la population née dans les DOM résidant en métropole : les plus diplômés et les actifs ayant un emploi sont proportionnellement plus nombreux à s'y installer et à y résider durablement que les natifs peu ou pas qualifiés et/ou sans emploi (figures 2C et 2D). En 2007, 38 % des natifs des DOM diplômés du supérieur vivaient en métropole, contre seulement 15 % des peu ou pas diplômés[5]. Cette sélection apparaît plus nette encore parmi les plus jeunes (de 18 à 34 ans) : 43 % des diplômés du supérieur de cette classe d'âges résident en métropole, et seulement 14 % des moins diplômés (tableau 1).

Tableau 1. Part des natifs résidant en métropole pour 100 natifs de 18 à 34 ans selon le niveau de diplôme et le statut d'activité, en 2007 (%)

	Niveau de diplôme				Statut d'activité			Ensemble
	Pas ou peu diplômé	CAP/BEP	Bac	Diplôme du supérieur	Actif occupé	Chômeur	Étudiant	
Guadeloupe	22,4	34,3	40,0	50,2	47,9	20,3	33,0	36,3
Martinique	19,6	27,8	36,8	48,1	42,4	19,4	30,6	33,1
Guyane	15,6	28,7	39,3	48,2	37,3	23,9	29,8	29,6
La Réunion	9,5	17,7	23,5	34,0	26,6	9,7	22,7	19,2
Ensemble	14,4	24,7	32,1	42,7	36,3	14,8	28,1	27,1

Champ : Natifs des DOM résidant dans leur DOM et en métropole.
Source : Insee, Recensement de la population 2007 ; calculs des auteurs.

(4) Part des natifs en métropole sur l'ensemble des natifs (qu'ils vivent dans leur département ou en métropole).

(5) Sans diplôme, certificat d'études primaires (CEP), brevet des collèges (BEPC).

Plus significatif encore, à cet âge, les diplômés du supérieur guadeloupéens, martiniquais et guyanais sont aussi nombreux en métropole que dans leur département de naissance. L'élévation générale du niveau d'instruction dans les départements d'outre-mer a eu pour effet positif l'augmentation continue des jeunes natifs poursuivant des études supérieures, dans leur DOM ou en métropole. Si, localement, l'offre universitaire s'est considérablement développée, elle reste limitée le plus souvent aux premiers cycles, conduisant nombre d'étudiants désireux de suivre un second ou un troisième cycle à s'inscrire dans une université de métropole. Cette situation explique, en partie, la part élevée à ces niveaux de diplôme des jeunes natifs des DOM en métropole.

Encadré 1. Présentation des sources de données (RRP07, MFV, TeO)

Trois sources de données complémentaires ont été mobilisées pour cette étude : les fichiers détaillés du recensement rénové de la population 2007 (RRP) dans les DOM et en France métropolitaine, les données de l'enquête *Migrations, famille et vieillissement* (MFV) et celles de l'enquête *Trajectoires et origines* (TeO) : *Enquête sur la diversité des populations de France*.

Les recensements de la population permettent de comptabiliser l'ensemble des natifs des DOM résidant en France, qu'ils vivent dans leur département de naissance ou dans l'hexagone. L'enquête MFV complète utilement ces informations. Conçue et préparée par Claude-Valentin Marie (responsable scientifique), Didier Breton, Franck Temporal et Stéphanie Condon (Breton *et al.*, 2009), cette enquête a été conduite en 2009-2010 par l'Ined en partenariat avec l'Insee dans les quatre DOM, pour appréhender les mutations sociodémographiques en cours et leurs incidences sur l'avenir de ces départements (Marie, 2011). Trois thèmes d'étude ont été privilégiés : les évolutions de la vie familiale, les enjeux et conséquences des migrations et les effets du vieillissement sur les solidarités intergénérationnelles (Marie *et al.*, 2011). L'enquête TeO a été conduite en collaboration par l'Ined et l'Insee entre septembre 2008 et février 2009. Elle visait à améliorer les connaissances sur les trajectoires sociales et les conditions de vie des migrants et leurs descendants dans la société française. L'ambition est de vérifier les effets des origines migratoires sur les chances d'accéder aux droits, aux biens et aux services dans la société, et de mettre en évidence les éventuelles inégalités entre les individus et/ou les groupes de populations. Elle s'adresse à la population âgée de 18 à 60 ans résidant en métropole, dont les natifs des départements d'outre-mer et leurs descendants (Beauchemin *et al.*, 2010 ; Borrel *et al.*, 2010).

Le rapprochement des données pondérées des enquêtes MFV et TeO, chacune représentative des natifs des DOM, qu'ils vivent dans leur département de naissance ou en métropole, a permis de constituer des cohortes de natifs et de suivre au fil des âges leurs parcours migratoires. Ces cohortes de natifs ont été construites à partir des années de naissance. Les âges au départ et au retour ont fourni les informations pour décrire les parcours migratoires.

La sélection selon le statut d'activité est tout aussi remarquable. Malgré l'éloignement, plus d'un tiers (36 %) des jeunes natifs des DOM (18 à 34 ans) qui ont un emploi l'occupent en métropole. Les proportions s'élèvent à 48 %

pour les Guadeloupéens, 42 % pour les Martiniquais, 37 % pour les Guyanais, contre 27 % pour les Réunionnais. Au total, en 2007 et tous âges confondus, 34 % des natifs des DOM occupant un emploi résidaient en métropole, contre seulement 13 % des chômeurs. Ces données reflètent la réalité des tensions sur les marchés de l'emploi locaux. En dépit de leur dynamisme apparent[6], les économies des DOM ne parviennent pas à fournir un emploi à l'ensemble des actifs, et les taux de chômage y sont très élevés comparés aux moyennes métropolitaines, particulièrement pour les plus jeunes[7].

II. Une sélection au départ et au retour

Cette répartition entre DOM et métropole établie, quels mécanismes sous-tendent l'insertion professionnelle des jeunes natifs des DOM ? Comment, dans leur parcours de vie, se pose le choix – ou l'opportunité – d'un départ et d'un séjour durable en métropole ? Répondre à ces deux interrogations c'est, de fait, s'attacher à rendre compte de la double sélection qui s'opère au sein de cette population au départ, puis au retour. Qui part ? Qui ne part pas ? Et pour quels motifs ? Puis parmi ceux qui font le choix de la migration : Qui reste ? Qui revient ?

1. Qui part ? Qui ne part pas ?

L'enquête MFV fournit des informations inédites sur les parcours migratoires des personnes résidant dans les DOM qui complètent utilement les données des recensements. Parmi les natifs, elle permet en effet de distinguer trois groupes : ceux qui n'ont jamais quitté leur département de naissance ; ceux qui n'ont effectué que des séjours extérieurs de courte durée ; et ceux qui, après une migration (de 6 mois ou plus), sont revenus s'y installer (les natifs de retour). Le recensement de métropole, quant à lui, dénombre les natifs des DOM qui y résident. Le rapprochement de ces deux sources (MFV et RRP) permet d'appréhender – sous un angle à ce jour inédit – l'importance de la migration dans les trajectoires de vie des natifs des DOM (encadré 2). Plutôt qu'une approche par territoire, nous raisonnons ici sur l'ensemble des natifs, qu'ils vivent en métropole ou dans leur département de naissance.

Ces chiffres révèlent l'importance de la migration pour les natifs des DOM. Seule une faible minorité n'a jamais quitté son département de naissance : un sur six en moyenne (tableau 2). Cette part est plus réduite aux Antilles (9 % et 10 %) qu'en Guyane (16 %) et à La Réunion (22 %).

(6) Le rythme de la création d'emploi dans les DOM a été supérieur à celui de la métropole au cours de la décennie 2000 (Parain, 2011).

(7) En 2009, selon l'enquête Emploi, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) des jeunes âgés de 15 à 24 ans atteint 61 % en Martinique, 57 % en Guadeloupe, 52 % à La Réunion et 40 % en Guyane, contre 24 % en France métropolitaine.

À l'opposé, la proportion de ceux qui ont vécu, ou vivent encore durablement hors de leur département est forte. C'est le cas de plus de la moitié des Antillais (56 % en Guadeloupe et 53 % en Martinique) : les uns (43 %) s'y sont réinstallés, les autres (57 %) résident encore en métropole. Au total, 47 % des natifs des DOM âgés de 18 à 79 ans ont fait l'expérience d'une migration durable.

Pour les plus jeunes (18 à 34 ans), cette part est un peu moins élevée (tableau 3). On peut légitimement supposer que certains, parmi les plus jeunes (18 à 24 ans), ne sont pas encore partis. Quoi qu'il en soit, cette part demeure remarquable (42 %) et illustre bien l'importance, pour eux aussi, de la mobilité.

Encadré 2. Quatre groupes de natifs des DOM selon leur rapport à la migration

À partir des effectifs des populations natives d'un DOM – âgées de 18 à 79 ans résidant dans leur département de naissance – fournis par le recensement 2007, l'enquête MFV permet de proposer une répartition (%) des populations en fonction de leur(s) expérience(s) migratoire(s) en distinguant trois groupes : natifs n'ayant jamais quitté le département ; natifs ayant quitté leur département pour un court séjour (inférieur à 6 mois) ; natifs de retour. Dans cette enquête, le choix a été fait de désigner comme « natifs de retour », les individus qui ont quitté leur département pour une durée supérieure ou égale à 6 mois consécutifs avant de revenir s'y installer.

Les natifs ayant déclaré avoir quitté leur DOM pour une durée inférieure à 6 mois ne sont pas considérés ici comme des migrants. Ces séjours de moins de 6 mois sont connus mais ne sont pas décrits dans leur détail, et ils recouvrent des réalités très variables tant dans les motifs (vacances, voyages, séjours linguistiques, formations professionnelles, stages…), les durées (moins d'une semaine, plusieurs mois…), que les destinations (métropole, pays de la région, autre pays, autre DOM). Pour chacun des DOM, les effectifs de ce groupe sont les plus nombreux.

Parmi les natifs ayant déclaré n'avoir jamais quitté leur département à la date de l'enquête même pour quelques jours, certains, notamment les plus jeunes, le quitteront probablement dans le futur alors que d'autres ne le quitteront certainement jamais.

En appliquant cette répartition en trois groupes construite à partir des résultats de l'enquête MFV aux effectifs de l'ensemble des natifs des DOM vivant dans leur département fournis par les recensements, et en les additionnant aux effectifs de ceux vivant en métropole (également donnés par les recensements en métropole), on peut connaître la situation de la totalité des natifs des DOM quel que soit leur lieu de résidence. En redistribuant cet ensemble sur un total de 100 % on peut estimer chacune de ces quatre sous-populations.

Au total, selon cette méthode, les effectifs de la population des natifs des DOM âgés de 18 à 79 ans sont estimés à 1 257 000, dont 410 700 sont âgés de 18 et 34 ans.

Dans cette étude, nous qualifions de « migrants durables », l'ensemble composé des natifs de retour et des natifs recensés en métropole. Ils représentent 47 % de la population des natifs des DOM de 18 à 79 ans, soit environ 594 000 individus de cette catégorie d'âges.

Tableau 2. Rapport à la migration des natifs des DOM âgés de 18 à 79 ans (%)

	Natif n'ayant jamais quitté son DOM	Natif parti pour un court séjour	Natif de retour	Natif en métropole	Ensemble des natifs
Guadeloupe	10,0	34,1	24,1	31,9	100,0
Martinique	9,0	38,3	22,0	30,7	100,0
Guyane	16,4	42,1	15,4	26,2	100,0
La Réunion	21,8	39,0	21,8	17,4	100,0
Ensemble	15,1	37,7	22,1	25,2	100,0

Champ : Natifs des DOM résidant dans leur DOM et en métropole.
Sources : Ined-Insee, MFV 2009-2010 et recensement de la population 2007.

Tableau 3. Rapport à la migration des natifs des DOM âgés de 18 à 34 ans (en %)

	Natif n'ayant jamais quitté son DOM	Natif parti pour un court séjour	Natif de retour	Natif en métropole	Ensemble des natifs
Guadeloupe	8,7	38,2	16,0	37,1	100,0
Martinique	10,1	41,8	14,3	33,8	100,0
Guyane	17,3	40,0	12,4	30,3	100,0
La Réunion	25,7	40,4	14,7	19,2	100,0
Ensemble	17,9	40,0	14,6	27,5	100,0

Champ : Natifs des DOM résidant dans leur DOM et en métropole.
Sources : Ined-Insee, MFV 2009-2010 et recensement de la population 2007.

On observe également des différences sensibles selon les départements. C'est à La Réunion que la part des jeunes natifs (18 à 34 ans) ayant connu une migration durable est la moins élevée. Seuls un tiers des jeunes Réunionnais ont déjà quitté leur île pour un séjour de plus de 6 mois, qu'ils soient revenus ou restés en métropole, contre la moitié des Antillais et un peu plus de deux Guyanais sur cinq.

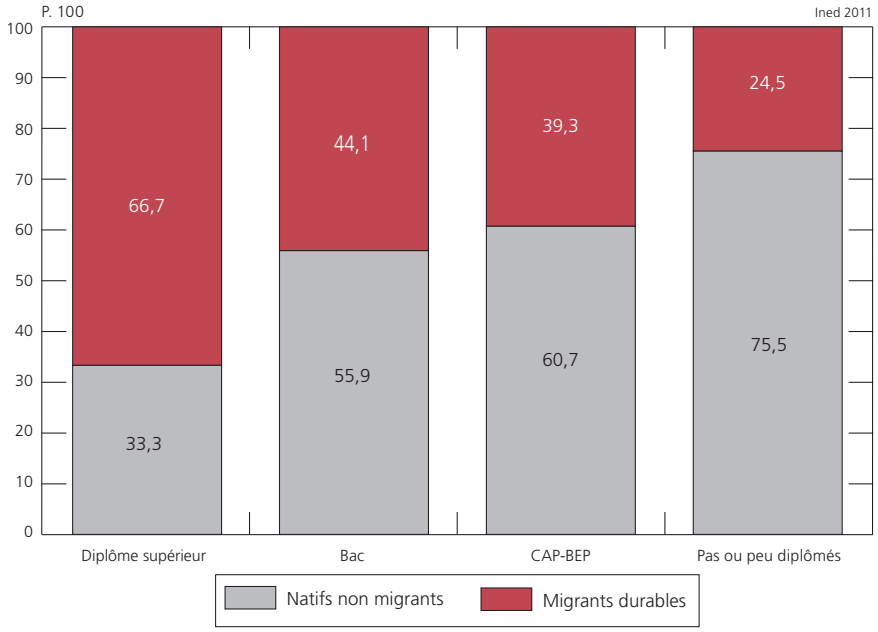
À ces différences selon les territoires s'ajoutent des écarts plus remarquables encore selon le niveau de diplôme : plus il est élevé, plus forte est la part des migrants durables (figure 3). Si un quart des natifs de 18 à 34 ans pas ou peu diplômés ont fait l'expérience d'une migration durable, la proportion atteint les deux tiers parmi les diplômés du supérieur (avec des variations allant de 56 % à La Réunion à 77 % en Guadeloupe)[8]. Pour les diplômés de niveau intermédiaire, les taux sont de 44 % chez les bacheliers et de 39 % chez les titulaires d'un CAP ou BEP.

Si on s'intéresse plus spécifiquement à ceux des natifs qui n'ont jamais quitté leur département, on observe qu'ils affichent un profil socioéconomique marqué par une très forte précarité et se distinguent très nettement de tous les autres : très faible niveau de diplôme, fort taux de chômage, part importante vivant au-dessous

(8) Pour les moins diplômés, les proportions varient de 19 % à 35 % dans ces mêmes départements.

du seuil de pauvreté, etc. (Marie *et al.*, 2011). Tout semble indiquer que leurs graves difficultés économiques et sociales rendent difficile tout projet professionnel et *a fortiori* toute perspective de mobilité, même de courte durée.

Figure 3. Rapport à la migration des natifs des DOM âgés de 18 à 34 ans selon leur niveau de diplôme (%)



Champ : Natifs des DOM résidant dans leur DOM et en métropole.

Sources : Ined-Insee, MFV 2009-2010 et recensement de la population 2007.

2. Qui reste ? Qui revient ?

Le diplôme apparaît donc être un critère déterminant du rapport à la migration des jeunes natifs. Plus ils sont diplômés, plus il y a de chances qu'ils vivent l'expérience d'une migration durable. Mais, parmi ceux-là, combien prolongent leur itinéraire en métropole et combien sont revenus au pays ?

Le rapprochement des données de l'enquête et de celles du recensement est aussi très éclairant. Il montre d'abord que ces jeunes migrants, quel que soit le diplôme obtenu, sont toujours plus nombreux à résider en métropole qu'à être rentrés dans leur département d'origine. Et là encore, le partage varie en fonction du niveau du diplôme. Parmi les natifs des DOM âgés de 18 à 34 ans ayant connu une migration durable, les moins diplômés (41 %) sont plus souvent revenus que les diplômés de l'enseignement supérieur (34 %)[9]. Quant aux titulaires du baccalauréat, la part plus modeste (26 %) des personnes déjà revenues tient au fait que beaucoup sont en cours d'études.

(9) Cette part atteint 36,5 % pour les titulaires d'un CAP ou d'un BEP.

Si le rapprochement des deux sources (MFV et RRP) permet d'estimer la part des retours dans l'ensemble des natifs des DOM ayant une expérience de migration durable, l'apport plus spécifique de l'enquête MFV est de permettre une analyse des facteurs ayant pu influencer ces migrations dans chacun des départements. Un premier modèle statistique[10] analysant les facteurs qui influencent le fait d'être ou non natif de retour de migration a été élaboré pour tenter d'en rendre compte (tableau annexe A.3.1). Il s'applique ici aux jeunes natifs de 26 à 34 ans vivant dans leur département, âges auxquels la plupart ont achevé leur formation et les migrants de retour sont les plus nombreux.

Le capital social familial semble prendre ici toute sa part. La catégorie sociale des parents apparaît, en effet, comme le premier facteur favorisant une expérience d'émigration durable suivie d'un retour au pays. Les enfants de cadre ou profession supérieure sont beaucoup plus souvent natifs de retour que ceux qui ont un parent employé (*odds ratio* de 5,6). Ces derniers ne se distinguent pas de ceux ayant un parent agriculteur ou ouvrier. L'expérience migratoire (passée ou actuelle) des membres de la famille proche[11] constitue un autre facteur influençant un départ suivi d'un retour. Le rapport de chances est alors de deux à trois fois supérieur dans ce type de famille que dans celle dont aucun membre n'a fait l'expérience d'une migration.

Le sexe et l'âge ont un effet moindre. Les hommes ont une probabilité un peu plus élevée que les femmes d'être natifs de retour (OR = 1,4), et les plus âgés (30 à 34 ans) plus que les jeunes 26 à 29 ans (OR = 1,4). Enfin, à caractéristiques équivalentes, on ne note pas de différences sensibles selon le département d'outre-mer.

Appliqué aux natifs plus âgés (35 à 64 ans) résidant dans les DOM, le même modèle conduit quasiment aux mêmes résultats sur le fait d'être natif de retour, avec toutefois quelques différences en comparaison des plus jeunes. Si la catégorie sociale élevée des parents joue positivement, son influence paraît moindre à cet âge (OR = 1,8). Ce qui semble indiquer que loin de s'être démocratisée, la mobilité actuelle aurait renforcé la sélection au départ, puis au retour, chez les natifs des DOM de 26 à 34 ans. Avoir des parents appartenant aux catégories sociales supérieures joue plus positivement encore pour les jeunes aujourd'hui que pour leurs aînés. L'enquête Famille de 1997 dans l'île de La Réunion parvenait aux mêmes conclusions (Dion et Bellot, 2004). Par ailleurs, pour les plus âgés (au moins 35 ans) plus que pour les jeunes, le fait d'être un homme augmente beaucoup plus la probabilité d'être natif de retour (OR = 2,7). La part du service militaire dans l'organisation des départs des hommes des générations antérieures explique ce décalage.

(10) Plusieurs régressions logistiques binaires complémentaires à l'analyse descriptive sont présentées dans les annexes.

(11) La famille proche désigne ici le conjoint, le père et la mère, les frères et sœurs de la personne interrogée à l'enquête MFV.

Une aspiration à la mobilité encore forte chez les jeunes natifs des DOM

En plus des renseignements sur les déterminants de la mobilité, l'enquête MFV permet aussi d'en apprécier la place dans le projet de vie des jeunes natifs résidant dans leur DOM, à travers ce qu'ils expriment de leurs intentions et de leurs souhaits à ce propos. Interrogés sur ce point, la moitié[12] des natifs des DOM âgés de 18 à 34 ans déclarent être prêts à partir (ou à repartir), s'il leur était proposé ailleurs un emploi[13]. Cette part varie très sensiblement selon le département d'enquête : elle atteint 67 % en Martinique, 58 % en Guadeloupe, 56 % en Guyane, mais seulement 41 % à La Réunion.

Les plus jeunes (18-24 ans) sont les plus déterminés : les deux tiers se disent prêts au départ, et les hommes plus que les femmes. Les étudiants et les élèves plus que les autres, puisque les trois quarts se déclarent disposés au départ. En revanche, les responsabilités familiales semblent être un frein à la mobilité. Les personnes ne vivant pas en couple et sans enfant sont, en effet, plus résolues que celles déjà engagées dans une vie familiale. Soulignons que la majorité de ceux qui se déclarent prêts à partir conditionnent ce départ à la possibilité de revenir (57,5 %), et très peu l'envisagent sans perspective de retour (8 %). Enfin, plus des trois quarts (77 %) font le choix de la métropole. Seule une minorité envisagerait de s'installer à l'étranger (12 %).

Le profil type du candidat au départ est donc un jeune homme, célibataire sans enfant, titulaire d'un diplôme, qui inscrit cet itinéraire dans une perspective de retour au pays. À caractéristiques équivalentes, les jeunes Martiniquais sont les plus attirés par cette expérience, suivis par les jeunes Guyanais et Guadeloupéens, puis, en retrait, les Réunionnais (tableau annexe A.3.2). On note aussi que les natifs de retour seraient encore plus disposés à tenter de nouveau une expérience de migration que ceux n'ayant jamais quitté durablement leur département (OR = 1,4). Les titulaires d'un diplôme, notamment ceux qui ont obtenu le baccalauréat général ou un diplôme de premier cycle, sont également plus intéressés par un départ que les non-diplômés. Être ou non en activité pèse également sur la décision. Globalement, les actifs occupés déclarent moins vouloir quitter leur département que les personnes sans emploi (OR = 0,7). L'analyse descriptive montre que ce sont les étudiants qui expriment le plus le désir de partir. Pour les chômeurs, la situation à La Réunion diffère de celle des trois autres DOM. Si, aux Antilles et en Guyane, ces derniers sont plus nombreux à déclarer vouloir partir que la moyenne de la population et surtout que les actifs occupés, ce résultat s'inverse à l'île Bourbon[14].

(12) Ce chiffre ne porte que sur les réponses « Oui » et « Non », les réponses indécises « Ne sait pas » ont été exclues du champ pour plus de lisibilité. Sur la totalité des jeunes natifs des DOM de 18 à 34 ans interrogés dans MFV sur leurs intentions de mobilité pour un emploi, 49,1 % ont déclaré être prêts à quitter leur département, 48,4 % ont répondu « Non » et seulement 2,5 % « Ne sait pas ».

(13) L'intitulé exact de la question était : « Si vous aviez la possibilité d'obtenir un emploi (un emploi plus intéressant pour ceux qui en avait déjà un) hors du département, seriez-vous prêt à partir ? ».

(14) Ce résultat est confirmé par le modèle statistique portant sur les natifs des DOM âgés de 18 à 34 ans au chômage (tableau annexe A.3.2) : les jeunes chômeurs antillo-guyanais affichent une intention de départ nettement plus forte que les Réunionnais dans la même situation.

Ceux qui souhaitent revenir

En regard des aspirations de ces jeunes natifs vivant dans leur département, il est pertinent de s'interroger sur les projets de ceux qui, à la même date, résident en métropole. Parmi les natifs des DOM qui expriment une intention ferme[15], 45 % déclarent vouloir aller vivre un jour dans leur département de naissance[16]. Les données de l'enquête TeO, qui apportent sur ce point des informations nouvelles, ne montrent pas de différences sensibles selon le sexe (47 % des femmes et 43 % des hommes) ou l'âge. De même, le niveau de diplôme ne paraît pas non plus fortement discriminant : les bacheliers sont un peu plus nombreux à déclarer une intention de retour (48 %), alors que les titulaires d'un CAP ou d'un BEP aspireraient un peu moins à revenir au pays (41 %).

En revanche, la situation familiale joue ici positivement sur l'aspiration au retour : 53 % des personnes en couple avec enfant(s) souhaitent revenir contre 37 % de celles hors couple et sans enfant. Le rapport à l'activité exerce lui aussi une influence. Les individus qui ont exercé le plus longtemps une activité depuis leur arrivée ont des intentions de retour plus faibles que les moins actifs.

III. La mobilité : une sélection pour quel bénéfice ?

Les résultats précédents illustrent bien la sélection qui s'opère : s'installent en métropole les jeunes, les plus diplômés et les actifs occupés. Reste à évaluer les conditions d'insertion des jeunes natifs, dans leur DOM et en métropole, selon leur niveau de diplôme, afin de mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre. Tirent-ils un « bénéfice » de leur migration ? Le retour au pays profite-t-il également à tous, quel que soit leur niveau de diplôme ? En est-il de même de l'installation durable en métropole ?

1. L'émigration des natifs, quel avantage ?

Les natifs des DOM en métropole plus diplômés que ceux résidant au pays

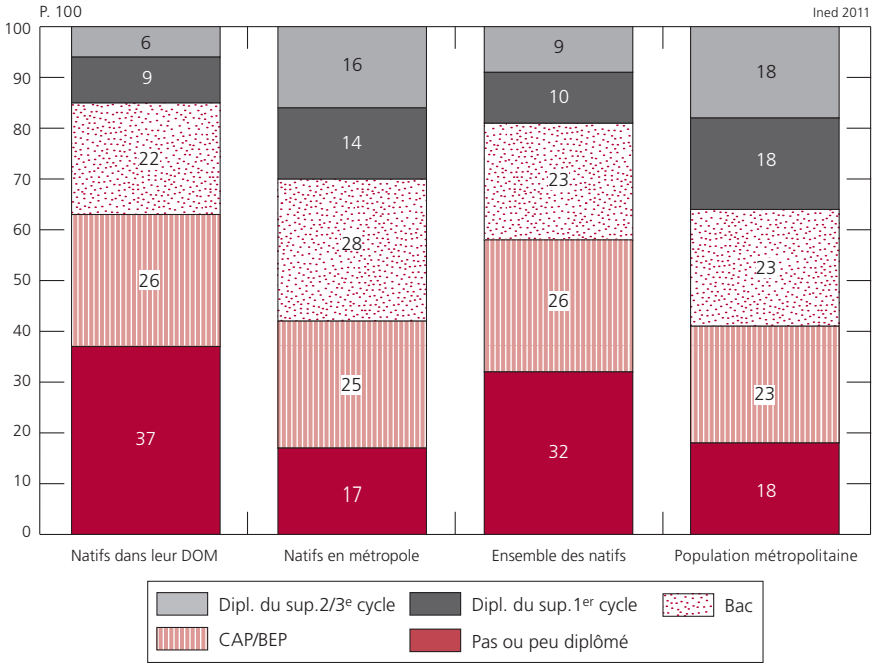
En métropole, la qualification des natifs des DOM ne se distingue pas de la moyenne nationale. Leur répartition par niveau de diplôme est comparable à celle de la moyenne métropolitaine et donc nettement supérieure à celle de leurs pairs résidant dans leur département. Les plus jeunes[17] sont encore mieux lotis (figures 4 et 5). Plus proches du niveau national, ils creusent l'écart

(15) Seules les réponses « Oui » et « Non » ont été retenues, les réponses indécises « Peut-être » et « Ne sait pas » ont été exclues de ce calcul. Sur la totalité des jeunes natifs des DOM âgés de 18 à 34 ans interrogés lors de l'enquête TeO sur leurs intentions de retour dans leur département, 34,9 % ont répondu « Oui », 43,1 % « Non », 17,8 % « Peut-être » et 4,2 % « Ne sait pas ».

(16) La question était « Pensez-vous aller vivre un jour dans un DOM, un TOM ou un autre pays que la France ? ». Les réponses « Oui » concernent les seuls natifs de 18 à 34 ans qui ont déclaré vouloir retourner dans leur département d'origine.

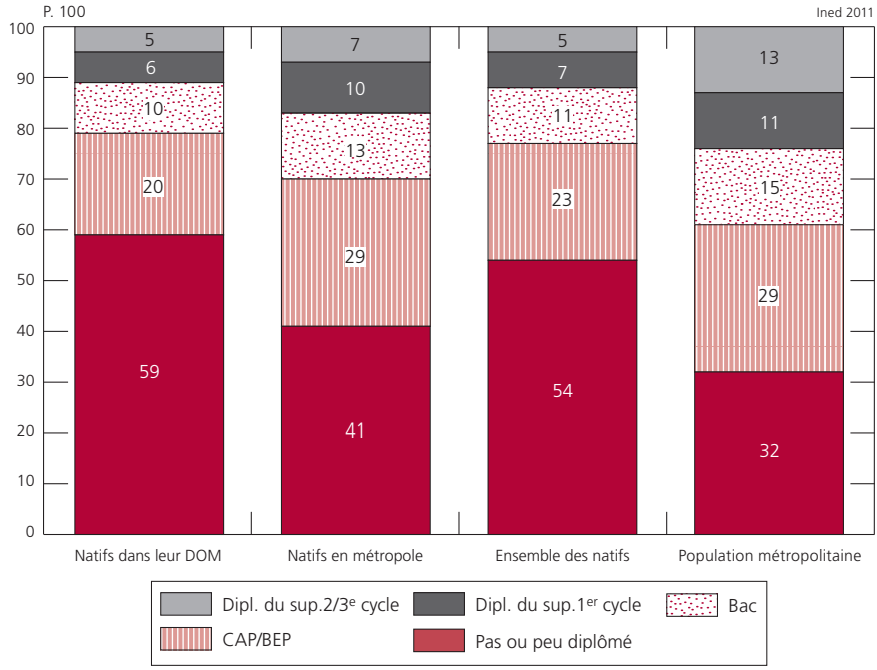
(17) Il s'agit ici de la population non scolarisée. Ceux qui ont déclaré le statut « Élève, étudiant » à la date du recensement ont été exclus du champ de l'analyse.

Figure 4. Niveau de diplôme des 18-34 ans non scolarisés (%)



Source : Insee, Recensement de la population 2007, DOM et métropole.

Figure 5. Niveau de diplôme des 35 ans et plus non scolarisés (%)



Source : Insee, Recensement de la population 2007, DOM et métropole.

avec ceux du même âge qui résident dans le département d'origine : ils sont deux fois plus souvent diplômés du supérieur et sont deux fois moins pas ou peu diplômés. Les plus âgés (35 ans et plus) sont plus souvent diplômés du supérieur que ceux vivant au pays, mais moins que la moyenne nationale.

Pour l'ensemble des natifs des DOM non scolarisés, on remarque surtout la forte progression du niveau de diplôme des plus jeunes, quel que soit leur lieu de vie. Les moins de 35 ans comptent 19 % de diplômés du supérieur (figure 4) contre seulement 12 % chez leurs aînés (figure 5). Mais on note, en même temps, que ces progrès ont beaucoup plus profité à la métropole qu'à leur territoire d'origine. La part des titulaires d'un diplôme équivalent ou supérieur au baccalauréat atteint, en effet, 58 % chez les jeunes natifs des DOM en métropole contre 37 % pour ceux résidant dans leur département (figure 4). Les jeunes natifs en métropole ont aujourd'hui, on l'a vu, un niveau de diplôme comparable à celui de la moyenne métropolitaine, ce qui n'était pas le cas pour leurs aînés. L'enquête TeO montre que 88 % des natifs des DOM titulaires d'un diplôme supérieur et résidant en métropole ont obtenu leur diplôme lors de leur séjour de migration. C'est le cas de 47 % des natifs de retour d'après MFV. Ces résultats soulignent l'importance pour les natifs des DOM de la migration pour études. Parallèlement à la progression d'ensemble du niveau d'instruction des natifs plus jeunes, il s'opère une double sélection – au départ, puis au retour – au détriment des départements d'outre-mer : ne s'installent durablement en métropole que les mieux « armés » pour s'insérer sur le marché du travail. Un aperçu de leurs conditions d'emploi dans leur DOM et en métropole nous permettra de mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre.

Les natifs des DOM en métropole accèdent plus largement à l'emploi

Depuis le début des années 1960, l'emploi a été et demeure l'un des principaux moteurs de l'émigration et, surtout, de l'installation durable des natifs des DOM en métropole (Marie et Rallu, 2004). Au recensement de 2007, la population en âge de travailler (15 à 64 ans) qui y vit aujourd'hui occupe plus souvent un emploi et est moins touchée par le chômage que celle restée ou revenue dans son département. Avec un taux d'emploi de 70 % (74 % pour les hommes et 66 % pour les femmes), les premiers affichent une situation supérieure à la moyenne métropolitaine (64 % pour l'ensemble, 68 % pour les hommes et 59 % pour les femmes), alors que parmi les seconds, on dépasse à peine 45 % d'actifs occupés (50 % pour les hommes et 41 % pour les femmes). Les écarts sont identiques en termes de chômage qui ne touche que 11,5 % des natifs en métropole, contre 31 % de ceux vivant dans leur DOM, à comparer avec les 11 % de moyenne métropolitaine. À ces inégalités d'accès à l'emploi selon le sexe et le lieu de vie s'en ajoutent d'autres selon l'âge et le niveau de diplôme.

L'examen des écarts enregistrés selon le lieu de résidence, à diplômes équivalents, est tout aussi instructif. Le résultat le plus paradoxal est celui des natifs pas ou peu diplômés qui affichent, en métropole, un taux d'emploi supérieur à la moyenne nationale. Ils se distinguent donc très nettement de ceux

de niveau équivalent restés ou revenus au pays[18] : l'écart est de près de 25 points, avec des maxima entre 45 et 55 ans (figure 6A). Les données disponibles sur le chômage confirment cette appréciation. Pour l'ensemble des actifs (15 à 64 ans) faiblement diplômés, l'écart moyen de taux de chômage est de 19 points au bénéfice des natifs résidant en métropole. Pour les plus jeunes (20 à 24 ans), il atteint 27 points[19]. Le chômage des jeunes natifs des DOM en métropole s'inscrit ainsi dans la moyenne nationale, très loin des taux enregistrés pour les quatre départements (figure 6C), dans lesquels les difficultés sont particulièrement importantes pour les moins diplômés de cette classe d'âges : plus de 60 % des actifs de cette catégorie étaient au chômage en 2007 !

Pour les natifs diplômés du supérieur, on n'observe rien de tel. Quel que soit le lieu de résidence, leurs taux d'emploi sont toujours très élevés (figure 6B) et proches de la moyenne nationale. Les courbes d'emploi des hommes et des femmes, presque confondues parfois, en attestent. Seuls les plus jeunes (moins de 30 ans) ont des résultats en deçà de la moyenne métropolitaine ; mais les écarts restent peu importants et s'estompent à mesure de l'avancée en âge. Ces résultats indiquent, en premier lieu, la bonne insertion professionnelle, en métropole, des natifs des DOM les plus diplômés. S'ils paraissent un peu plus vulnérables au chômage avant 35 ans (11,3 % contre 8,5 % en moyenne métropolitaine), cela ne se vérifie pas aux âges plus élevés. Comparés à ceux de même niveau résidant dans leur DOM, la différence est peu sensible (figure 6D). Si ces derniers éprouvent un peu plus de difficultés d'insertion (15,6 % sont au chômage), leur situation est sans commune mesure avec celle de quasi-exclusion du marché de l'emploi dont pâtissent ceux dépourvus de qualification. Signe, si besoin, que le diplôme demeure partout (en métropole et plus encore dans les DOM) la meilleure des protections contre le chômage.

L'avantage de l'installation en métropole est plus net pour les titulaires de diplôme intermédiaire et, plus encore, pour les plus jeunes. Entre 20 et 24 ans, le taux d'emploi des natifs diplômés d'un CAP ou d'un BEP résidant en métropole est supérieur de 25 points à celui des natifs de même qualification résidant dans leur département. Il en va de même pour les bacheliers, avec des écarts moindres.

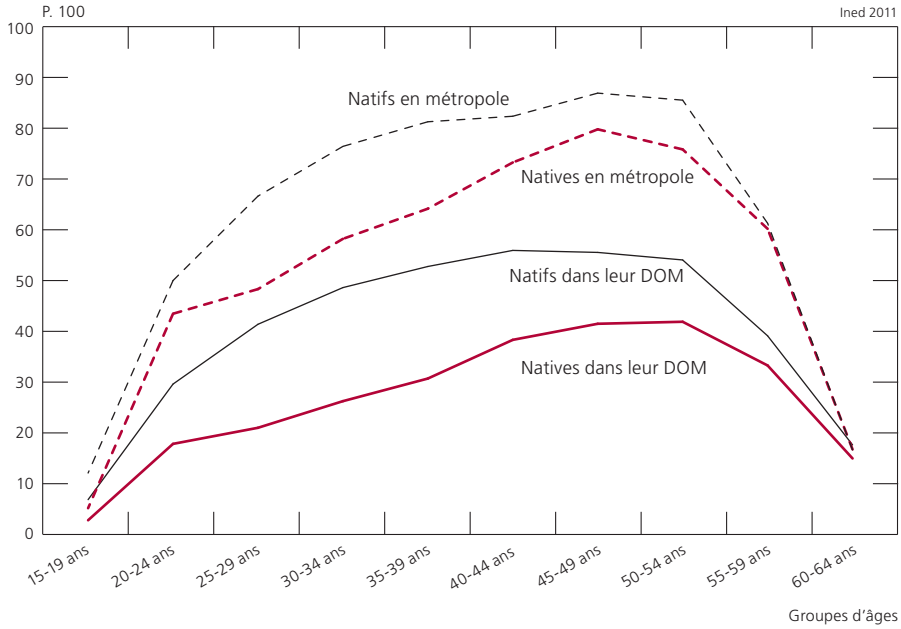
Pour les natifs des DOM, le bénéfice à résider en métropole semble paradoxalement d'autant plus grand que leur niveau de diplôme est faible, alors qu'ils sont en valeur relative ceux qui s'y installent le moins (tableau 1). En métropole, ils sont moins touchés par le chômage que ceux résidant dans leur département, et l'écart est d'autant plus grand que le niveau de diplôme est bas. Le différentiel est de 29 points pour les jeunes adultes (20 à 34 ans) pas ou peu diplômés, de 24 points pour ceux titulaires d'un CAP ou d'un BEP, de 16 points chez les bacheliers, et seulement de 4 points pour les diplômés du

(18) Nous verrons dans la section III.2 que cette situation plus favorable pour les natifs des DOM en métropole s'explique en partie par l'effet de cette sélection.

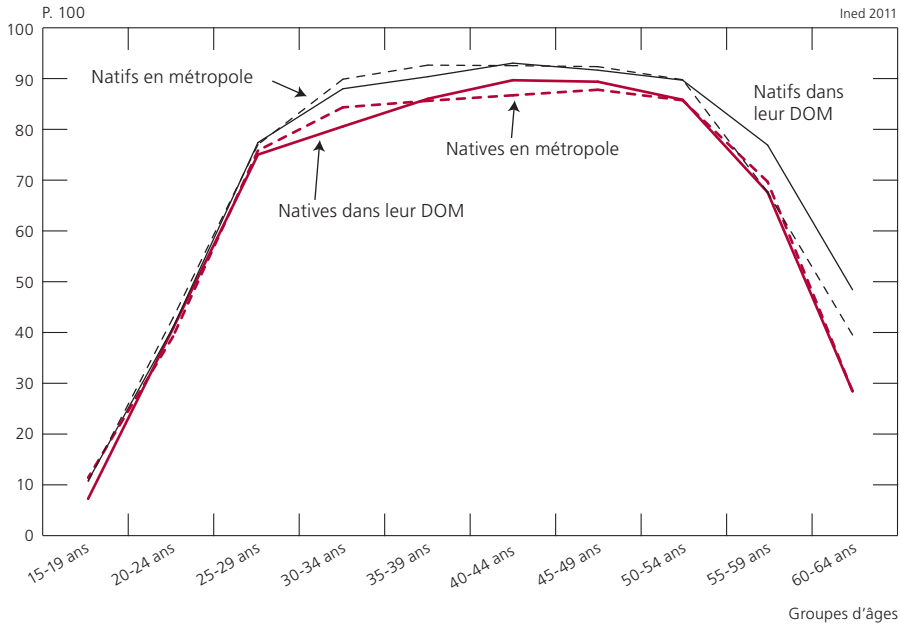
(19) L'écart se réduit ensuite à 19 points après 25 ans et se maintient à ce niveau jusqu'à la fin de la vie active.

Figures 6. Taux d'emploi et de chômage des natifs des DOM selon l'âge, le sexe, le diplôme et le lieu de résidence (%)

6A. Taux d'emploi - Peu ou pas diplômés



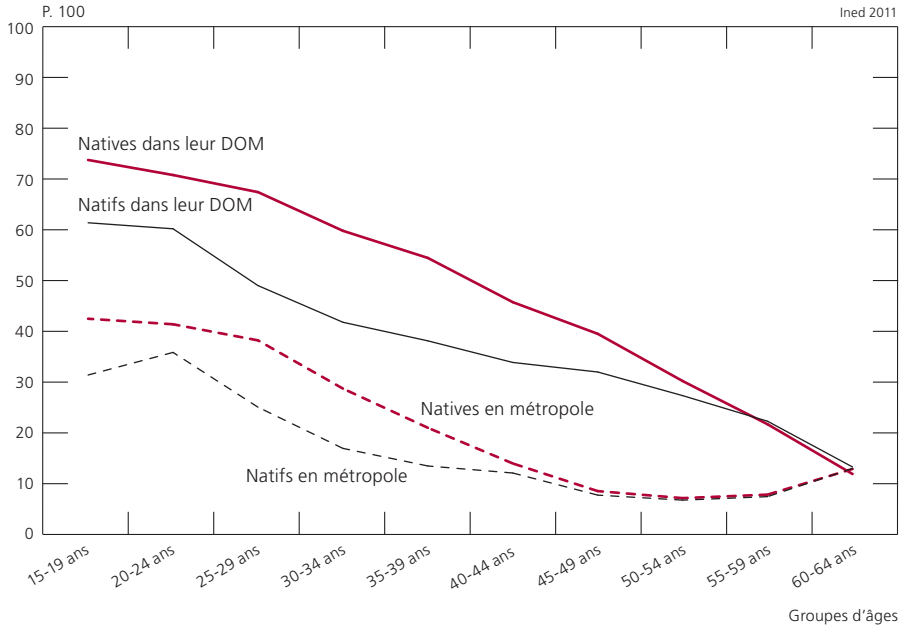
6B. Taux d'emploi - Diplômés du supérieur



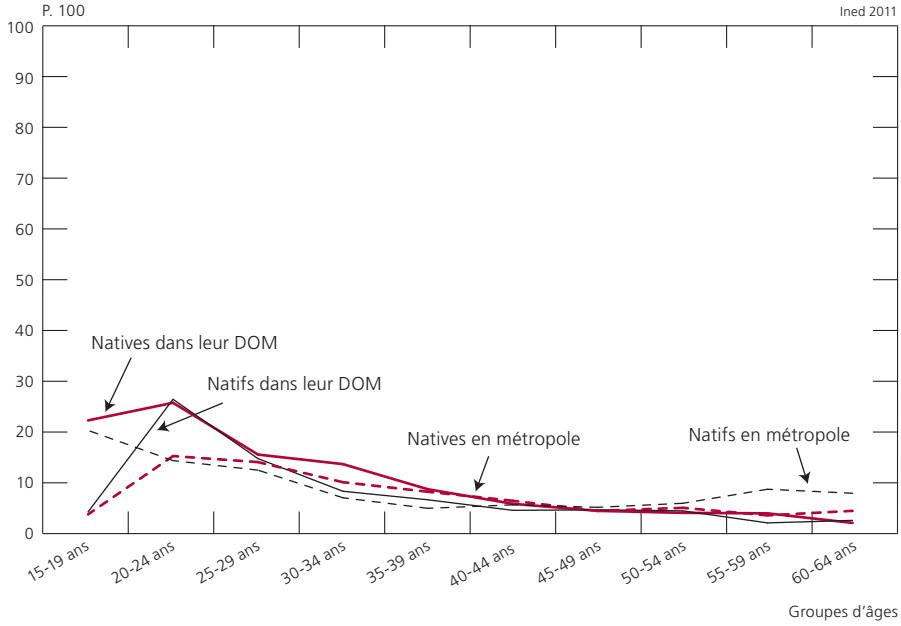
Champ : Natifs des DOM résidant dans leur DOM ou en métropole.
Source : Insee, Recensement de la population 2007.

Figures 6 (suite). Taux d'emploi et de chômage des natifs des DOM selon l'âge, le sexe, le diplôme et le lieu de résidence (%)

6C. Taux de chômage - Peu ou pas diplômés



6D. Taux de chômage - Diplômés du supérieur



Champ : Natifs des DOM résidant dans leur DOM ou en métropole.
Source : Insee, Recensement de la population 2007.

supérieur. C'est pour les Guadeloupéens les moins diplômés que le différentiel est le plus élevé : il est supérieur de 31 points ; il est de 28 points pour les Réunionnais, 24 points pour les Guyanais et seulement de 19 points chez les Martiniquais. À l'inverse, plus le diplôme est élevé, moins il y a de différence entre les DOM et la métropole. L'écart n'est que de 7 points pour les Guadeloupéens et les Martiniquais les plus diplômés. Il est seulement de 3 points pour les Réunionnais de même niveau, signe que ce département offre à ses natifs diplômés plus d'opportunités d'emplois que les Antilles. Cette dynamique semble encore plus nette en Guyane. Les besoins en main d'œuvre qualifiée y sont tels que les Guyanais diplômés du supérieur sont les seuls qui apparaissent moins touchés par le chômage au pays (7 %) qu'en métropole (15 %).

Les modèles statistiques réalisés à partir des recensements pour tester ces inégalités d'accès à l'emploi confirment les analyses descriptives (tableau annexe A.3.3). Une fois contrôlés le sexe, l'âge, la situation familiale et le niveau de diplôme détaillé[20], les natifs des DOM résidant en métropole ont un rapport de chances d'occuper un emploi très supérieur à ceux restés ou revenus dans leur département (les OR atteignent 2,6 pour les Guadeloupéens, 2,5 pour les Réunionnais, 2,3 pour les Martiniquais et 1,3 pour les Guyanais). Plus largement, les chances d'occuper un emploi sont d'autant plus élevées que l'on est un homme, diplômé et âgé (jusqu'à 55 ans)[21].

Qualification des emplois occupés selon le lieu de résidence

L'analyse de la qualification des emplois occupés permet d'affiner l'approche des coûts/avantages associés à la migration. Les natifs des DOM en métropole sont-ils, là encore, mieux lotis que leurs compatriotes restés au pays ? Dans l'un et l'autre cas, observe-t-on des différences selon le type d'emploi considéré ? À ces questions, l'analyse descriptive apporte des réponses plus contrastées que pour l'accès à l'emploi.

On observe d'abord que les plus diplômés accèdent en plus grand nombre aux qualifications élevées en métropole que dans leur DOM ; les écarts sont particulièrement marqués pour les plus jeunes. Parmi les natifs âgés de moins de 35 ans, la part des diplômés du supérieur occupant des fonctions de cadre supérieur en métropole s'élève à 34 % chez les hommes et à 22 % chez les femmes, contre respectivement 19 % et 13 % dans les DOM (figures 7 et 8).

En revanche, le décalage est net avec la moyenne de métropole. Les natifs des DOM résidant dans l'hexagone, mais surtout ceux qui vivent dans les DOM, occupent globalement des emplois moins qualifiés. La part des jeunes diplômés

(20) À la différence des résultats précédents où la variable « diplôme » était regroupée en quatre modalités, la variable utilisée dans les modèles statistiques compte sept modalités (1. Pas de diplôme ; 2. CEP-BEPC ; 3. CAP-BEP ; 4. Bac général ; 5. Bac technologique ou professionnel ; 6. Diplôme de premier cycle ; 7. Diplôme de second ou troisième cycle). L'utilisation de cette variable plus détaillée répond au besoin de contrôler les biais d'interprétation pouvant être liés à un écart de niveau de diplôme entre les sous-populations au sein des catégories regroupées.

(21) Après les individus sans diplôme, la situation la moins favorable est celle des titulaires du seul baccalauréat technologique ou professionnel (tableau annexe A.3.3).

Figure 7. Qualification des emplois occupés par les hommes natifs des DOM âgés de 18 à 34 ans résidant dans leur DOM, en métropole et de la population de métropole en 2007 (%)

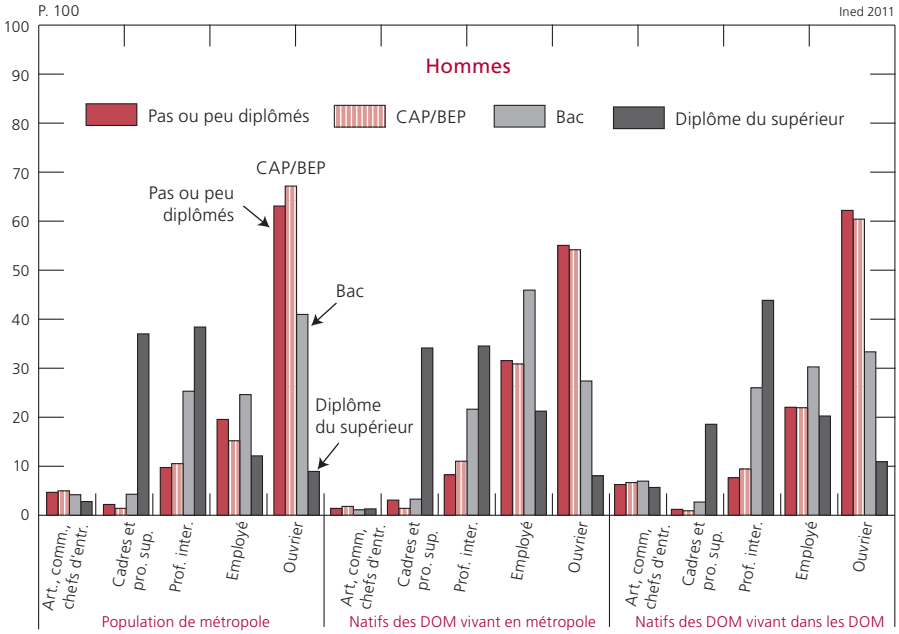
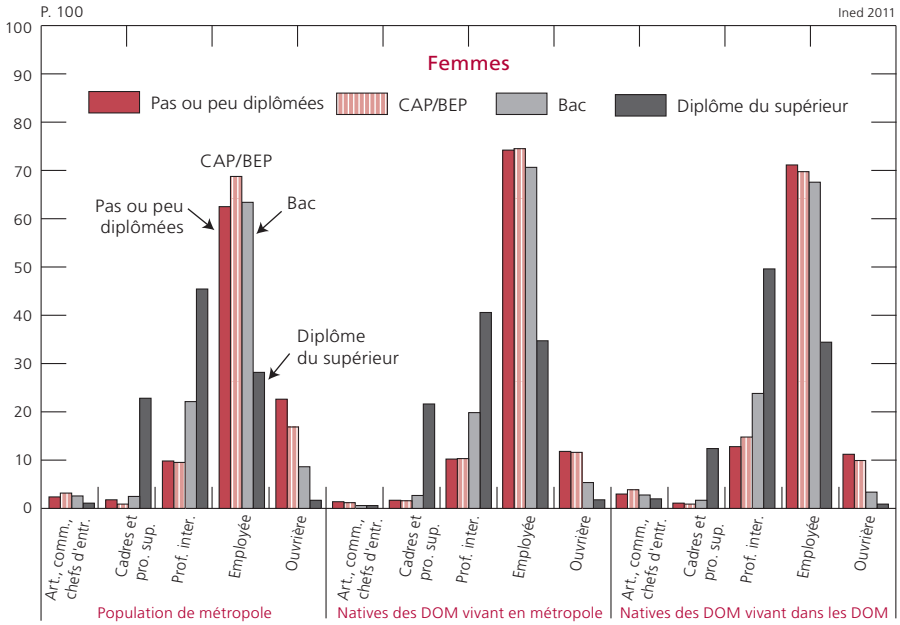


Figure 8. Qualification des emplois occupés par les femmes natives des DOM âgées de 18 à 34 ans résidant dans leur DOM, en métropole et de la population de métropole en 2007 (%)



Source : Insee, Recensement de la population 2007, DOM et métropole.

du supérieur occupant un poste de cadre en donne un bon exemple. Elle est toujours plus forte en moyenne métropolitaine (37 % des hommes et 23 % des femmes) comparée aux natifs de même niveau résidant en métropole et, plus encore, pour ceux vivant dans leur département.

Ces différences ne s'observent pas pour les moins diplômés : les proportions d'employés et d'ouvriers sont très proches entre natifs vivant dans leur DOM, natifs des DOM en métropole et moyenne de France métropolitaine. On note seulement que les plus jeunes des natifs des DOM en métropole sont plus souvent employés qu'ouvriers, mais les écarts restent faibles.

Pour tenter d'estimer un éventuel déclassement de la valeur des diplômes, on s'est intéressé aux jeunes natifs (moins de 35 ans) diplômés du supérieur occupant des postes d'ouvriers ou d'employés. Quel que soit leur lieu de vie, ces jeunes se retrouvent à des postes de faible qualification (ouvriers ou employés) en part supérieure à la moyenne métropolitaine. Pour les hommes, c'est le cas de 30 % de ceux qui résident en métropole, de 31 % de ceux vivant dans leur DOM, contre seulement 21 % en moyenne métropolitaine. Pour les jeunes femmes, 37 % des diplômées du supérieur travaillant en métropole sont employées ou ouvrières, elles sont 36 % dans cette situation dans leur DOM contre 30 % de la moyenne métropolitaine.

Pour limiter les effets de structures, nous avons testé le fait, pour les natifs des DOM diplômés du supérieur, d'occuper un emploi salarié comme cadre supérieur ou profession intermédiaire à âge, sexe et situation familiale équivalents. À caractéristiques similaires, le modèle montre que les natifs des DOM accèdent moins souvent aux emplois hautement qualifiés en métropole que dans leur département (tableau annexe A.3.4). Par rapport à leurs homologues dans leur département d'origine, les Réunionnais (OR = 0,7), les Guadeloupéens (OR = 0,7) et les Martiniquais (OR = 0,8) en métropole accèdent moins à ces postes. L'exception de la Guyane se confirme. Pour les natifs de ce département, il n'apparaît pas de différence significative selon leur lieu de résidence.

Ce résultat d'ensemble tient pour beaucoup à la situation des plus âgés, comme le confirme l'application du même modèle aux jeunes adultes (18 à 34 ans) d'une part, et à leur aînés (35 ans et plus) de l'autre (tableau annexe A.3.4). Les diplômés du supérieur les plus âgés en métropole y occupent moins souvent un emploi de cadre supérieur ou de profession intermédiaire que leurs pairs dans leur département (OR = 0,6). Mais cet écart se réduit nettement pour les plus jeunes (OR = 0,9). On peut y voir le signe d'une élévation à la fois de la qualité de la formation et du niveau d'exigence des natifs diplômés du supérieur les plus jeunes par rapport à leurs aînés. Tout se passe comme si, en faisant le choix d'une installation en métropole, ces derniers avaient accepté en plus grand nombre des emplois moins qualifiés que ceux restés dans leur département. Cet arbitrage défavorable s'est fortement réduit chez leurs cadets. Toutes choses égales par ailleurs, la qualification de leur emploi est quasi équivalente dans les DOM et en métropole, et l'écart avec la population métropolitaine s'est atténué.

2. Une sélection accrue des natifs en métropole

Ces résultats positifs sur les conditions d'insertion professionnelle des jeunes natifs des DOM en métropole témoignent-ils d'une faculté grandissante d'adaptation au marché du travail métropolitain ? Ou résultent-ils d'une forte sélection dont l'effet est de renvoyer en plus forte proportion dans les DOM les jeunes les moins qualifiés et les plus précaires ?

En 2007, sur cent jeunes natifs des DOM diplômés du supérieur qui occupent un emploi, la métropole en accueillait 43 %, contre seulement 25 % des peu ou pas diplômés occupés (tableau 4). Soulignons d'emblée que pour les plus âgés (35 ans et plus), les proportions sont respectivement de 35 % et 30 % et donc nettement plus équilibrées. La meilleure qualification des emplois occupés par les plus jeunes natifs des DOM en métropole explique certainement qu'un nombre grandissant d'entre eux, et notamment les plus diplômés, soient tentés par une migration. Si les études sont leur premier motif de départ, les opportunités d'emploi en métropole sont la raison principale de leur installation durable ; et c'est d'autant plus vrai que leur niveau de diplôme est élevé.

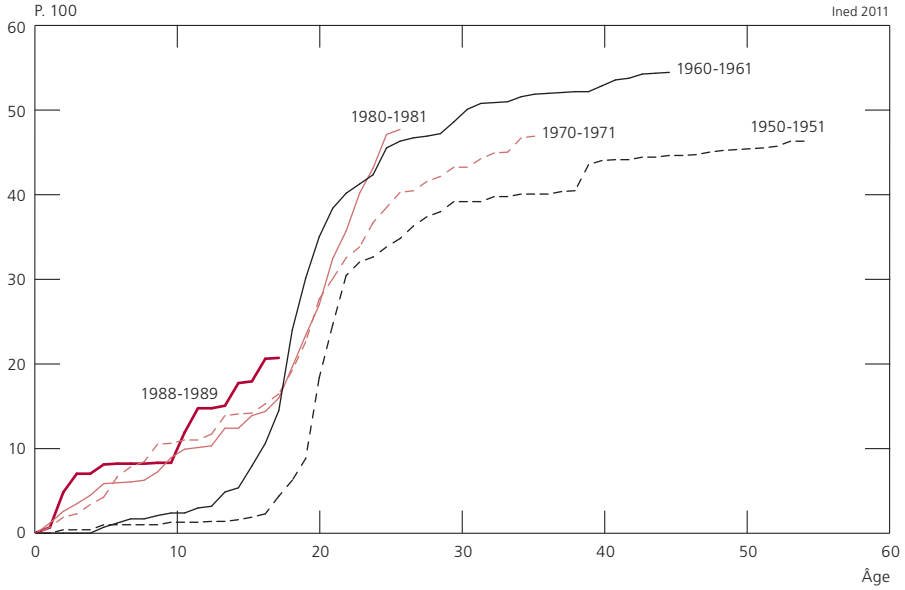
Tableau 4. Répartition des natifs des DOM ayant un emploi selon le lieu de résidence (DOM/métropole), le groupe d'âges et le niveau de diplôme

Diplôme	Lieu de résidence par niveau de diplôme				Répartition par diplôme	
	Vit dans un DOM	Vit en métropole	Ensemble	% vivant en métropole	Dans les DOM	En métropole
18-34 ans						
Pas ou peu diplômé	29 007	9 685	38 692	25,0	23,2	13,6
CAP/BEP	31 426	17 191	48 617	35,4	25,1	24,1
Baccalauréat	33 117	20 712	53 829	38,5	26,4	29,0
Diplôme du supérieur	31 662	23 871	55 533	43,0	25,3	33,4
Ensemble	125 212	71 459	196 671	36,3	100,0	100,0
35-64 ans						
Pas ou peu diplômé	125 204	52 831	178 035	29,7	43,6	36,9
CAP/BEP	71 274	44 004	115 278	38,2	24,8	30,8
Baccalauréat	42 087	19 814	61 901	32,0	14,7	13,9
Diplôme du supérieur	48 471	26 406	74 877	35,3	16,9	18,5
Ensemble	287 036	143 055	430 091	33,3	100,0	100,0

Source : Insee, Recensement de la population 2007 ; calculs des auteurs.

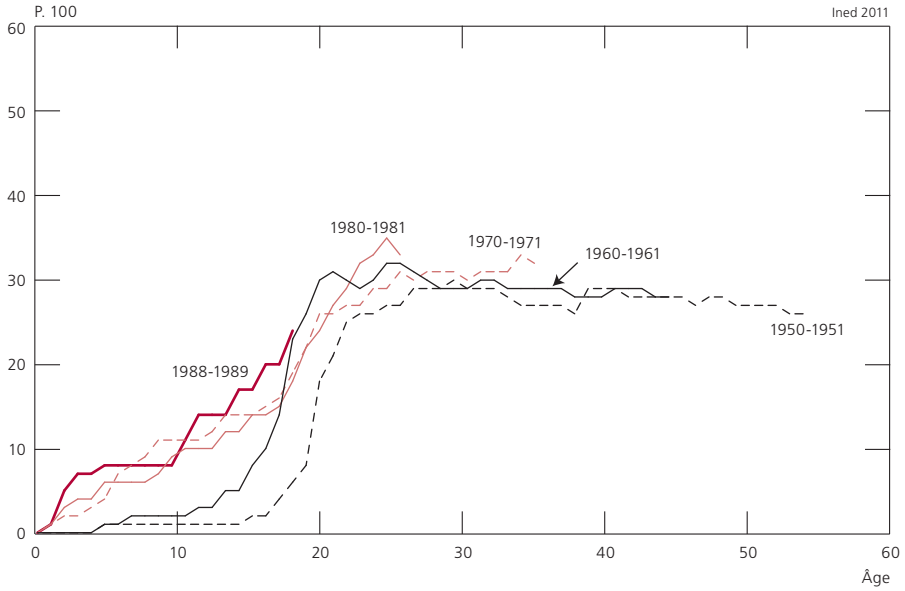
L'examen des effectifs d'actifs occupés selon le groupe d'âges et la comparaison des répartitions par niveau de diplôme dans les DOM et en métropole confirment non seulement qu'une nette sélection s'opère aux dépens des DOM, mais qu'elle est plus forte chez les plus jeunes (tableau 4). Cette sélection selon le diplôme s'est renforcée parallèlement à l'élévation générale du niveau de qualification dans les DOM. Ces résultats illustrent parfaitement le changement

Figure 9. Proportion des natifs des DOM ayant connu une migration durable selon l'âge dans certaines générations (%)



Sources : Ined-Insee, MFV 2009-2010 et TeO 2008-2009.

Figure 10. Proportion des natifs des DOM résidant en métropole selon l'âge dans certaines générations (%)



Sources : Ined-Insee, MFV 2009-2010 et TeO 2008-2009.

de profil des natifs ayant un emploi en métropole selon leur âge et tout particulièrement l'élévation globale de leur niveau de qualification. Cette situation tient aussi aux retours plus fréquents et plus rapides des jeunes en difficulté d'insertion, notamment les moins diplômés (section I.2) ; ceux-là choisissant souvent un repli dans l'espace familial et communautaire de préférence à une situation de précarité en métropole.

Le rapprochement des données des enquêtes TeO et MFV a permis de reconstituer des cohortes[22], au fil des âges, des natifs des DOM résidant en France métropolitaine ou dans leur département et d'estimer, au sein de chacune, la part des migrants durables, qu'ils soient actuellement en métropole ou dans leur DOM (encadré 1). Cette analyse permet pour la première fois de mettre en lumière l'évolution de l'intensité de cette migration pour chacune des générations présentées (figure 9). Elle fournit également la part, à chaque âge, de ceux qui résident en métropole (figure 10).

Quelle que soit la génération étudiée (figure 9), la proportion de natifs des DOM ayant déjà migré augmente très fortement entre 15 ans et 25 ans, puis continue à progresser plus modérément ensuite. À 25 ans, elle atteint 33 % à 43 % selon les générations. Cependant, à la différence des cohortes 1950-1951 et 1960-1961 dans lesquelles le nombre de migrants durables ne s'élevait significativement qu'à partir de 15 ans, la migration est plus précoce dans les générations les plus récentes. Cela tient principalement à la présence de jeunes enfants accompagnant leur(s) parent(s) en migration que l'on observait peu auparavant. Socialisés très jeunes en métropole, leurs trajectoires de vie et leurs comportements migratoires se distinguent certainement de ceux des générations antérieures. Après 15 ans, les tendances selon l'âge au départ sont assez proches d'une génération à l'autre.

Quant à la part des natifs des DOM résidant en métropole (figure 10), on constate que pour toutes les générations étudiées ici, elle suit globalement la même évolution selon l'âge. Le maximum est atteint autour de la trentaine (à 27 ans pour les générations 1960-1961 et 1980-1981, à 32 ans pour les générations 1950-1951, à 37 ans pour les générations 1970-1971), avant de se stabiliser puis de diminuer lentement avec un nombre plus élevé de retours dans les DOM que d'arrivées en métropole. Pour les générations les plus anciennes (1950-1951 et 1960-1961), cette baisse est lente, témoignant à la fois que nombre de natifs se sont installés très durablement en métropole et que les arrivées restent non négligeables au-delà de 40 ans. On note même une légère hausse pour les générations 1970-1971, indiquant des arrivées plus nombreuses que les retours entre 30 et 37 ans.

Pour les générations les plus jeunes, la part des migrants durables est plus forte (figure 9) aux très jeunes âges (avant 15 ans), et la part de ceux résidant en métropole (figure 10) est également plus élevée qu'auparavant, indiquant

(22) Chacune d'entre elles correspond à une paire de générations : 1950 et 1951, 1960 et 1961, etc.

que les retours ont été relativement faibles à ces âges. Après 15 ans, la hausse est commune à l'ensemble des générations présentées, soulignant le poids très supérieur des arrivées par rapport aux retours entre 15 et 30 ans.

Ces résultats confirment que, pour les natifs des DOM, c'est avant 30 ans que se joue l'essentiel de leurs migrations, même si la circulation DOM-métropole concerne aussi certains natifs à des âges plus avancés. Le développement des dispositifs d'aide à la mobilité couvrant tout ou partie des coûts (départ et retour) favorise sans nul doute cette dynamique, participant du même coup à une accélération de la circulation entre les DOM et la métropole. Les données de l'enquête MFV sur les bénéficiaires d'aides à la mobilité (tableau 5) montrent globalement que, comparés à ceux de leurs aînés (35 ans et plus), les séjours des plus jeunes sont de plus courte durée (moins de la moitié dépassent deux ans). Mais ces résultats soulignent aussi que l'écart est plus net parmi les bénéficiaires d'une aide à la mobilité. Plus de la moitié des jeunes dans ce cas ont effectué un séjour inférieur à deux ans, contre moins de 30 % chez les plus âgés. Pour les natifs de 35 à 64 ans, le bénéfice d'une aide était plus associé à un séjour de longue durée (plus de deux ans) alors que c'est moins le cas chez les plus jeunes.

Tableau 5. Durée des séjours en métropole des natifs de retour par groupe d'âges selon l'aide à la mobilité (%)

		Moins d'un an	Entre un et deux ans	Plus de deux ans	Total
18-34 ans	A bénéficié d'une aide	20,7	30,4	48,9	100
	N'a pas bénéficié d'aide	28,8	21,3	49,9	100
	Ensemble	**25,5**	**25,0**	**49,5**	**100**
35-64 ans	A bénéficié d'une aide	15,2	14,3	70,5	100
	N'a pas bénéficié d'aide	21,9	21,3	56,8	100
	Ensemble	**20,5**	**19,8**	**59,7**	**100**

Source : Ined-Insee, MFV 2009-2010.

Ce sont ces mouvements que traduisent les différences de structure par niveau de diplôme, taux d'emploi et de chômage des natifs des DOM, entre ceux qui résident en métropole et ceux qui vivent dans leur département.

3. Le retour : quels bénéfices ?

À la différence de leurs aînés, les plus jeunes natifs, notamment ceux en difficultés d'insertion sur le marché du travail métropolitain, privilégient des retours plus précoces au pays. Qu'en est-il alors de la situation au moment du retour ? La migration profite-t-elle également à tous quel que soit leur niveau de diplôme et leur âge ? Les natifs de retour sont-ils mieux lotis que les non-migrants, et à quelles conditions ?

Parmi les jeunes (18 à 34 ans) résidant dans les DOM, on note globalement que les natifs de retour sont moins touchés par le chômage que les natifs non migrants. Ces résultats varient cependant sensiblement selon le niveau de diplôme et le sexe (tableau 6). Les natifs de retour les moins diplômés, comme les femmes titulaires d'un CAP ou d'un BEP, ont en effet des taux de chômage plus élevés que les natifs non migrants.

Tableau 6. Taux de chômage des natifs âgés de 18 à 34 ans résidant dans leur DOM (%)

	Hommes		Femmes	
	Natifs non migrants	Natifs de retour	Natives non migrantes	Natives de retour
Pas ou peu diplômé	56,8	63,2	77,4	78,3
CAP/BEP	46,5	38,3	46,5	53,4
Baccalauréat	30,8	19,1	52,5	38,4
Diplôme du supérieur	11,3	11,8	26,2	17,5
Ensemble	46,1	35,3	51,4	35,7

Source : Ined-Insee, MFV 2009-2010.

Une fois contrôlés le sexe, l'âge, le niveau de diplôme détaillé, la situation familiale et le lien à la migration, on ne note pas de réel avantage dans l'accès à l'emploi des natifs de retour par rapport aux non migrants (tableau annexe A.3.5). Au contraire, les premiers semblent même – toutes choses égales par ailleurs – occuper moins souvent un emploi que les natifs non migrants (OR = 0,6). C'est dire que l'expérience de migration durable n'explique pas, à elle seule, les différences d'accès à l'emploi de la population des natifs des DOM.

Les natifs de retour ne constituent donc pas un sous-ensemble homogène, et l'expérience de migration durable n'est pas, en soi, un avantage pour l'accès à l'emploi. Au-delà de cette expérience commune, ce sont bien les caractéristiques sociales (individuelles et familiales) ainsi que les trajectoires effectives qui font la différence et concourent à une diversification des profils. Pour en rendre compte, nous avons tenté d'identifier les facteurs influençant l'accès à l'emploi des natifs dans leur département, qu'ils soient natifs de retour ou non-migrants (tableau annexe A.3.5).

D'une manière générale, le diplôme apparaît comme le premier facteur susceptible d'augmenter les chances d'occuper un emploi pour les natifs dans leur DOM. Son effet est d'autant plus important que son niveau est élevé. Les natifs titulaires d'un diplôme de second ou de troisième cycle du supérieur ont un rapport de chances d'avoir un emploi 19 fois plus élevé que ceux sans diplôme. Le lieu d'obtention du diplôme est aussi un critère discriminant. Ceux qui l'ont obtenu en métropole ont un rapport de chances supérieur d'occuper un emploi que ceux qui l'ayant obtenu dans le DOM (OR = 1,6). L' expérience

professionnelle (et notamment le temps passé en emploi) apparaît tout aussi importante. Plus elle est longue, plus les chances d'avoir un emploi sont fortes.

Chez les jeunes (18 à 34 ans), ces inégalités d'accès à l'emploi semblent être exacerbées. Comparés à leurs aînés, l'influence du diplôme apparaît en effet plus forte : les jeunes diplômés du supérieur ont un rapport de chances d'avoir un emploi 23 fois supérieur à celui des non-diplômés du même âge ; il n'est que de 14 fois plus chez ceux âgés de 35 ans et plus. Les inégalités selon le genre sont également plus marquées chez les jeunes. En revanche, l'effet du lieu d'obtention du diplôme n'est pas avéré, contrairement à leurs aînés, signe sans doute du développement et de l'amélioration de l'offre éducative dans les DOM ces dernières décennies.

L'effet de l'expérience professionnelle est beaucoup plus important chez les plus de 35 ans que chez les jeunes, pour qui c'est le diplôme qui compte le plus. Des modèles complémentaires comparant l'accès à l'emploi de l'ensemble des natifs selon leur niveau diplôme (inférieur et supérieur au baccalauréat) affinent ce point. Ils indiquent tout d'abord que l'effet de l'expérience professionnelle sur l'accès à l'emploi est positif au sein de ces deux sous-populations, et qu'il est plus important pour ceux ayant un diplôme inférieur au baccalauréat.

L'application du même modèle à la seule population des natifs de retour apporte des enseignements complémentaires (tableau annexe A.3.6). L'effet du niveau de diplôme sur leur accès à l'emploi dans leur département apparaît encore plus marqué, et notamment pour les plus jeunes. Un jeune natif de retour titulaire d'un diplôme de second ou troisième cycle a un rapport de chances d'occuper un emploi très nettement supérieur à celui qui revient sans diplôme. Le fait d'obtenir ces diplômes en métropole augmente encore les chances d'accès à l'emploi, chez les plus jeunes (OR = 1,5) comme chez les 35 ans et plus (OR = 1,76).

Enfin, la déclinaison de ces modèles dans chacun des DOM met en lumière des différences sensibles selon les territoires, notamment entre La Réunion et les autres DOM (tableau annexe A.3.7). Si dans tous les DOM les natifs de retour âgés de 35 ans et plus accèdent moins à l'emploi que ceux du même âge qui n'ont pas migré, ce n'est pas systématiquement le cas pour les plus jeunes. À caractéristiques équivalentes, il n'y a qu'à La Réunion que les jeunes natifs de retour accèdent moins à l'emploi que les non-migrants : leur rapport de chances d'en occuper un est inférieur (OR = 0,4). En Martinique, Guadeloupe et Guyane les différences entre natifs de retour et non-migrants ne sont pas significatives entre 18 et 34 ans.

De plus, La Réunion est le seul DOM où le lieu d'obtention du diplôme des jeunes natifs de retour exerce un effet significatif sur l'accès à l'emploi. Les jeunes Réunionnais de retour de migration ayant obtenu leur diplôme pendant le séjour en métropole accèdent plus à l'emploi que ceux qui l'ont obtenu dans leur département (OR = 4,9). Cet avantage ne se vérifie pas dans les autres DOM.

Dans leur ensemble, ces résultats montrent que la migration, à elle seule, ne suffit pas à garantir une insertion professionnelle, si elle ne s'accompagne

pas d'une augmentation du capital social des protagonistes. Parmi les natifs de retour, on note de vraies différences entre ceux qui ont mis à profit cette expérience migratoire pour augmenter leur niveau de formation, acquérir des diplômes ou augmenter leur expérience professionnelle, et les autres auxquels le séjour hors du département n'a rien apporté. Ces derniers risquent même de se retrouver en position plus défavorable que les natifs non migrants.

La multiplication des courts séjours des migrants les moins diplômés et les plus précaires pourrait même renforcer ce clivage, car ce type de mobilité n'offre pas de réelles chances aux jeunes concernés d'augmenter leurs acquis et, en conséquence, d'enrichir un capital social susceptible d'être rentabilisé à leur retour au pays et de faciliter leur accès à l'emploi. Ces « retours échecs » leur sont préjudiciables sur le marché de l'emploi. Cela vaut aussi pour ceux partis dans le cadre des études et qui n'ont pas validé leurs diplômes au cours du séjour. Faute d'avoir augmenté leur capital social, ils se retrouveraient dans une position moins favorable qu'à leur départ. Leurs chances d'occuper un emploi sont alors inférieures à celles des non-migrants diplômés des universités locales.

S'agissant de la qualification des emplois occupés dans leur département par les natifs les plus diplômés, on ne note pas de différence significative selon que l'on est natif de retour ou non-migrant (tableau annexe A.3.8). Pour l'ensemble des natifs résidant dans leur DOM, c'est l'expérience professionnelle qui semble être le facteur le plus discriminant. Avec 10 ans d'expérience ou plus, le rapport de chances d'occuper des postes à haute qualification est 3,6 fois plus élevé par rapport à ceux dont l'expérience est inférieure à deux ans. Mais l'analyse montre aussi que la validation d'un diplôme en métropole augmente les possibilités de s'élever dans l'échelle sociale. Comparés à ceux qui ont validé leur diplôme dans le DOM, les natifs ayant obtenu leur diplôme en métropole ont nettement plus de chances d'occuper un emploi de cadre supérieur ou de profession intermédiaire (OR = 1,7).

Conclusion

Après plus d'un demi-siècle de migrations continues, initiées et soutenues par des politiques publiques spécifiques (Bumidom[23], ANT[24], Ladom[25]), des actions institutionnelles (service militaire) et des initiatives privées, trois enseignements majeurs se dégagent.

Le premier est la part importante des natifs des DOM qui ont inscrit et qui, plus que jamais, inscrivent leurs perspectives d'avenir et leurs trajectoires de vie sur un double espace économique et social : leur département et la métropole. Leurs stratégies, leurs choix et leurs décisions se modulent en fonction de leur capital social, des opportunités du moment et des contraintes

(23) Bumidom : Bureau pour le développement des migrations dans les DOM.

(24) ANT : Agence nationale des travailleurs d'outre-mer.

(25) Ladom : L'agence de l'outre-mer pour la mobilité.

qui leur sont imposées. Ces contraintes ont pour nom : offre éducative insuffisante, marché de l'emploi sous tension et chômage important dont les jeunes sont les premières victimes, avec des situations de précarité d'une gravité sans commune mesure avec celles observées en métropole.

L'enquête MFV souligne l'importance des migrations dans la vie des natifs des DOM, toutefois plus forte chez les Antillais que chez les Réunionnais. Plus de la moitié des Antillais (56 % en Guadeloupe et 53 % en Martinique) ont une expérience de migration durable : les uns (43 %) se sont réinstallés dans leur département, les autres (57 %) résident encore en métropole. Seule une faible minorité n'est jamais partie, même pour un séjour de courte durée (inférieur à 6 mois). Aux Antilles, ils ne sont que 9 % à 10 % à n'avoir jamais quitté leur île. Ce sont les plus précaires : peu ou pas qualifiés, souvent au chômage et nombreux à vivre au-dessous du seuil de pauvreté. Ce profil semble leur interdire toute perspective de mobilité.

Chez les jeunes, l'aspiration au départ ne se dément pas, même si son intensité varie d'un département à l'autre. Interrogés sur leur intention de mobilité (enquête MFV), la moitié des jeunes adultes des DOM âgés de 18 à 34 ans disent être prêts à partir s'il leur était proposé ailleurs un emploi. Ils sont 67 % à l'envisager en Martinique, 58 % en Guadeloupe, 56 % en Guyane, contre 41 % à La Réunion. Les plus jeunes (18 à 24 ans) sont encore plus déterminés.

L'origine sociale et familiale prend aussi toute sa part, notamment dans les parcours de migration. Avoir au moins un parent cadre ou exerçant une profession supérieure et/ou bénéficier de l'expérience migratoire (actuelle ou passée) des membres de sa famille proche multiplient les chances d'être soi-même migrant. Du reste, ce capital familial joue plus positivement encore pour les jeunes aujourd'hui que pour leurs aînés, signe d'un renforcement des mécanismes de sélection. Des intentions déclarées à l'émigration effective, c'est le niveau de diplôme qui semble être le facteur déterminant. Plus il est élevé, plus grande est la probabilité d'une installation durable en métropole et de l'accès à un emploi qualifié.

Le deuxième enseignement est la forte sélection des populations qui s'opère à l'occasion de ces migrations, et dont la métropole semble tirer le plus de profit. En réalité, il s'agit d'une double sélection – au départ et au retour – qui, pour l'essentiel, s'opère au détriment des DOM : ne s'installent durablement dans l'Hexagone que les mieux « armés » pour s'insérer sur le marché du travail, tandis que les autres (moins qualifiés ou moins directement employables) se replient plus ou moins rapidement dans leur DOM d'origine. C'est cette double sélection qui donne sa structure particulière à la population des natifs installés en France métropolitaine.

Leur répartition selon le niveau de qualification et le statut d'activité en témoignent. En 2007, l'Hexagone rassemblait 38 % de l'ensemble des natifs des DOM diplômés du supérieur, contre 15 % des peu ou pas diplômés. Cette sélection s'accentue chez les jeunes. Pour ceux âgés de 18 à 34 ans, les taux

sont respectivement de 43 % pour les diplômés du supérieur et de 14 % pour les peu ou pas diplômés. Dans ce groupe d'âges, le niveau de diplôme des natifs des DOM en métropole a beaucoup plus progressé que dans leur département. Les jeunes natifs en métropole ont aujourd'hui un niveau de diplôme comparable à la moyenne métropolitaine, ce qui n'est pas le cas pour leurs aînés. Cette sélection ne se dément pas au niveau de l'emploi : les jeunes natifs sont proportionnellement plus souvent en emploi en métropole que dans leur DOM.

Troisième enseignement : parmi ceux qui reviennent au pays, tous ne tirent pas bénéfice de leur migration, loin de là. En effet, les natifs de retour sont loin de former un groupe homogène et leur expérience migratoire ne constitue pas, en soi, un avantage. Au-delà de l'expérience commune, ce sont bien les caractéristiques sociales (individuelles et familiales) et les trajectoires effectives qui font la différence parmi les natifs de retour. D'un côté, ceux qui en ont profité pour augmenter leur niveau de formation, acquérir des diplômes ou augmenter leur expérience professionnelle et peuvent valoriser cet investissement à leur retour. De l'autre, ceux auxquels le séjour hors du département n'a rien apporté et qui, au retour, se retrouvent en position plus défavorable que les natifs non migrants pour l'accès à un emploi. Les résultats obtenus à La Réunion sont conformes à ceux d'une précédente enquête (Marie et Chevalier, 2001) qui avait déjà mis en lumière cette forte hétérogénéité[26].

Dans le prolongement de ces travaux, il conviendra – par une analyse plus approfondie des parcours migratoires – de mieux expliciter les facteurs qui concourent à cette hétérogénéité, entre ceux pour qui la migration participe d'une insertion ou réinsertion réussie et ceux qui, au contraire, n'en tirent aucun bénéfice. Restent également à apprécier les effets de ces migrations des natifs des DOM sur le marché de l'emploi et sur la cohésion sociale des départements d'outre-mer, en lien cette fois avec l'immigration de travail (nationaux métropolitains, ressortissants communautaires et autres étrangers) qui s'y installe. Ces thèmes ouvrent d'autres champs d'analyse. Plusieurs questions demeurent, en effet, sur les concurrences susceptibles de s'instaurer entre ces différentes catégories de la population (natifs de retour, non-migrants, immigrants nés en métropole, immigrants nés à l'étranger). Ces concurrences multiples, variables d'un département à l'autre, engendrent-elles des inégalités de traitement dans l'accès à l'emploi ou la qualification des emplois occupés ? Les mêmes analyses devront être conduites pour les natifs des DOM en métropole. Par comparaison aux métropolitains, bénéficient-ils d'une égalité de traitement ou occupent-ils à compétences égales des emplois moins qualifiés ? Là encore, les apports des enquêtes TeO et MFV ouvrent de riches perspectives à des investigations nouvelles.

(26) Les résultats d'une analyse factorielle réalisée à partir de l'enquête Démo97 à La Réunion sur les conditions d'insertion des natifs de retour de migration a montré l'hétérogénéité de cette population. Six groupes de natifs de retour ont été distingués allant du « retour échec » associé à des conditions de vie particulièrement précaires, jusqu'au « retour réussite », associant une insertion professionnelle rapide au retour et des conditions de vie favorables.

ANNEXES

Annexe A.1. Estimation de la part des natifs des DOM résidant à l'étranger à partir des informations recueillies sur les membres de la famille proche en migration

L'enquête *Migrations, famille et vieillissement* (MFV) fournit des informations sur le lieu de vie des membres de la famille – parent(s), enfant(s), conjoint – des personnes de 18 à 79 ans interrogées, permettant d'estimer la part des natifs vivant hors de leur département de naissance. Cette estimation accorde le même poids aux natifs vivant hors de leur département qu'à ceux des personnes interrogées dans l'enquête.

Néanmoins, la confrontation de ces résultats avec ceux des recensements français donne des estimations très proches des populations vivant hors de leur DOM de naissance. Pour la population âgée de 18 à 79 ans, les recensements évaluent à 334 500 le nombre de natifs des DOM vivant en métropole ou dans un autre DOM ; dans l'enquête MFV, selon la déclaration des personnes interrogées, ce total s'élève à 329 900, soit une différence de seulement 1,4 % par rapport au recensement.

Si l'on applique cet écart relatif au nombre de natifs des DOM résidant à l'étranger ou dans un territoire d'outre-mer (TOM), on peut estimer (à partir des déclarations des personnes interrogées à MFV) qu'environ 13 500 natifs des DOM âgés de 18 à 79 ans résident à l'étranger au moment de l'enquête.

D'après l'enquête MFV, 26 % des natifs des DOM âgés de 18 à 79 ans vivent hors de leur département de naissance : 23 % en métropole, 2 % dans un autre DOM et seulement 1 % dans un pays étranger ou dans un TOM. Pour les plus jeunes (de 18 à 34 ans), cette part se situe à environ 1,8 %, reflétant le développement récent, mais encore modéré, des départs vers l'étranger dans ce groupe d'âges.

Il se confirme donc que les migrations (départs et retours) des natifs des DOM se limitent, pour l'essentiel, à des échanges entre leur département de naissance et le territoire métropolitain. Ce constat nous autorise donc à restreindre le champ de cette étude aux natifs résidant dans leur département de naissance et en France métropolitaine.

Annexe A.2. Caractéristiques principales de la migration des natifs de retour d'après l'enquête MFV

Sur l'ensemble des natifs des DOM âgés de 18 à 79 ans de retour dans leur département après un séjour de plus de 6 mois interrogés, 29 % déclarent être partis pour un emploi, 24 % pour le service militaire, 16 % pour études et 15 % pour raisons familiales.

Cette population, dite des « natifs de retour », compte plus d'hommes (59 %) que de femmes. Le poids du service militaire dans l'organisation des départs lors des années antérieures explique cette surreprésentation des hommes et leur forte propension au retour. Hors service militaire, ils ne forment en effet que 46 % des natifs de retour. Parallèlement, les données des recensements de la population indiquent que les femmes représentent 51 % des natifs des DOM installés en métropole.

Pour les plus jeunes âgés de 18-34 ans[(a)], les motifs de départ dominants sont les études et l'emploi (respectivement 34 % et 23 %) alors que pour ceux âgés de 35 ans et plus, les raisons les plus fréquemment évoquées sont l'emploi (31 %) et le service militaire (27 %), bien avant les études (12 %).

Quel que soit leur âge actuel, ces natifs de retour sont partis jeunes : 71 % avant 25 ans (61 % de ceux partis pour un emploi, 89 % de ceux partis pour études). Ceux âgés de 18 à 34 ans à la date de l'enquête sont partis plus tôt que leurs aînés (85 % avant 25 ans contre 67 %), et certains, encore enfants, ont accompagné leurs parents pendant la migration.

En termes de durées de séjour, 57 % des natifs de retour âgés de 18 à 34 ans partis pour un emploi et 49 % de ceux partis pour études sont restés moins de deux ans en migration avant de revenir dans leur département. Ces parts atteignent respectivement 18 % et 30 % chez ceux âgés de plus de 35 ans. Le poids des aides à la mobilité dans l'organisation des départs de ces natifs de retour est plus important chez les jeunes : 52 % de ceux partis pour études et 40 % de ceux partis pour un emploi déclarent en avoir bénéficié, contre respectivement 29,5 % et 24 % pour les 35 ans et plus.

La métropole est toujours leur lieu privilégié de destination (87 %). Ils ne sont que 9 % à avoir migré dans un autre DOM ou COM, et seulement 4 % à l'étranger. On note toutefois que les retours de l'étranger se développent chez les jeunes : ils sont 8 % dans ce cas contre 3 % pour les natifs de 35 ans et plus.

(a) Ces résultats sont issus d'une analyse transversale de la population des natifs de retour au moment de l'enquête MFV. Soulignons que les données relatives au groupe d'âges 18-34 ans sont moins « robustes » que celles de leurs aînés, car la part de ceux qui ne sont pas encore partis ou revenus y est plus importante. Cependant, les tendances observées sont telles (figure 10) que les écarts présentés devraient largement se maintenir.

Présentation des modèles statistiques des tableaux A.3.1 à A.3.8

Afin de neutraliser d'éventuels effets liés à des différences de structure par âge, diplôme, sexe, département d'origine, etc., et prévenir des éventuelles erreurs d'interprétation lors de la comparaison d'un indicateur entre plusieurs groupes (par exemple : le taux de chômage ou les intentions de mobilité), les exploitations descriptives ont été systématiquement complétées par des modélisations statistiques. Leurs principaux résultats sont intégrés dans le corps du texte et présentés de manière détaillée dans les tableaux annexes.

Il s'agit de modèles de régression logistique binaire. Pour chaque variable explicative – toutes présentées dans les tableaux – les résultats obtenus permettent de comparer les modalités testées avec une modalité de référence (*Réf.*), pour évaluer la probabilité d'être concerné ou non par l'événement modélisé (Exemple : le fait d'avoir un emploi par rapport à celui de ne pas en avoir). Ces résultats, exprimés en rapports de cote (*odds ratios*, *OR*), permettent de raisonner « toutes choses égales par ailleurs ». À titre d'exemple, si on modélise le fait d'être ou non en emploi, un coefficient inférieur à 1 signifie que la population concernée (les hommes dans les analyses de la variable explicative de sexe) a une probabilité inférieure à celle de la population de référence (les femmes) d'être en emploi. Un coefficient supérieur à 1 indique, à l'inverse, une probabilité plus élevée.

Chaque modalité testée a une significativité statistique évaluée selon la légende suivante :

*** = $p < 0{,}01$; ** = $p < 0{,}05$; * = $p < 0{,}10$

Plus il y a d'étoiles, plus la valeur est statistiquement significative. L'absence d'étoile correspond à une modalité non interprétable.

Pour les besoins de l'analyse, ces modèles sont déclinés selon différentes modalités (groupe d'âges, niveau de diplôme, département de résidence, etc.) afin d'apprécier les variations de comportement intra-groupe.

Tableau A.3.1. Facteurs associés à la probabilité d'avoir migré et être revenu pour les natifs résidant dans leur DOM (OR)

	26-34 ans	35-64 ans
Effectif non pondéré	1 437	6 931
Constante	– 1,92 ***	– 1,81 ***
Sexe - Réf. : Femme	*1*	*1*
Homme	1,41 ***	2,67 ***
Groupe d'âges - Réf. : 26-29 ans ou 35-39 ans	*1*	*1*
30-34 ans	1,40 ***	–
40-44 ans		1,19 *
45-49 ans		1,34 ***
50-54 ans	–	1,78 ***
55-59 ans		1,32 ***
60-64 ans		1,29 **
Département - Réf. : La Réunion	*1*	*1*
Guadeloupe	1,18	1,36 ***
Guyane	0,98	0,65 ***
Martinique	0,92	1,09
Expériences familiales de la migration - Réf. : Aucun membre n'a déjà migré	*1*	*1*
Au moins un membre a migré par le passé	1,95 ***	2,17 ***
Au moins un membre actuellement en migration	2,89 ***	1,12
Au moins un membre actuellement et par le passé	2,47 *	2,04 ***
CS des parents d'ego - Réf. : Au moins un parent employé	*1*	*1*
Au moins un parent agriculteur	0,60	0,62 ***
Au moins un parent artisan, commerçant ou chef d'entreprise	1,49 **	0,95
Au moins un parent cadre ou profession supérieure	5,56 ***	1,81 ***
Au moins un parent profession intermédiaire	1,64 **	1,51 ***
Au moins un parent ouvrier	0,95	0,74 ***
Au moins un parent retraité	2,36 ***	0,71 *
Mixité du couple des parents d'ego - Réf. : Deux parents natifs	*1*	*1*
Aucun parent natif	0,64	0,95
Parents mixtes	0,83	1,13
Taille de la fratrie d'ego - Réf. : Au moins cinq enfants	*1*	*1*
1 ou 2 enfants	2,41 ***	1,17
3 ou 4 enfants	1,42 **	1,15 *

Lecture : Toutes choses égales par ailleurs, le rapport de chances d'avoir connu une migration d'au moins six mois puis d'être revenu (natif de retour) est 1,95 fois plus élevé pour les natifs (âgés de 26 à 34 ans) dont au moins un membre de la famille proche a connu une expérience migratoire par le passé, que celui des natifs dont aucun membre de la famille n'a déjà migré.
Champ : Natifs des DOM résidant dans leur DOM âgés de 26 à 64 ans.
Source : Ined-Insee, MFV 2009-2010.

Tableau A.3.2. Facteurs associés à la probabilité d'être prêt à quitter son département pour un emploi parmi les natifs résidant dans leur DOM (OR)

	Ensemble des natifs (18-34 ans)	Chômeurs (18-34 ans)
Effectif non pondéré	2 720	770
Constante	– 1,09 ***	– 1,25 ***
Sexe - Réf. : Femme	*1*	*1*
Homme	1,64 ***	1,57 **
Groupe d'âges - Réf. : 18-24 ans	*1*	*1*
25-29 ans	0,54 ***	0,74
30-34 ans	0,49 ***	0,49 ***
Département - Réf. : La Réunion	*1*	*1*
Guadeloupe	1,62 ***	2,59 ***
Guyane	1,64 ***	2,85 ***
Martinique	2,51 ***	5,56 ***
Situation familiale - Réf. : Adulte d'un couple avec enfant(s)	*1*	*1*
Adulte d'un couple sans enfant	1,18	1,05
Adulte d'une famille monoparentale	1,69 ***	1,15
Enfant d'un couple	2,07 ***	2,64 ***
Enfant d'une famille monoparentale	1,75 ***	1,49
Hors famille dans un ménage	3,73 ***	3,93 *
Personne vivant seule	1,75 ***	1,76
Diplôme le plus élevé obtenu - Réf. : Pas de diplôme	*1*	*1*
CEP / BEPC	1,67 ***	1,64
CAP / BEP	1,64 ***	1,27
Baccalauréat général	2,00 ***	2,41 **
Baccalauréat technologique ou professionnel	1,78 ***	0,97
Diplôme du supérieur 1er cycle	2,28 ***	2,12 *
Diplôme du supérieur 2e/3e cycle	1,73 ***	0,77
Lien à la migration d'ego - Réf. : Natif non migrant	*1*	*1*
Natif de retour	1,39 ***	1,18
Situation d'emploi d'ego - Réf. : Sans emploi	*1*	*1*
En emploi	0,73 ***	–

Lecture : Toutes choses égales par ailleurs, le rapport de chances pour un homme chômeur d'être prêt à quitter son département pour un emploi est 1,57 fois plus élevé que celui d'une femme au chômage.
Champ : Natifs des DOM résidant dans leur DOM et âgés de 18 à 34 ans.
Source : Ined-Insee, MFV 2009-2010.

Tableau A.3.3. Facteurs associés à la probabilité d'être en emploi pour les natifs résidant dans leur DOM ou en métropole (OR)

	Natifs de Guadeloupe	Natifs de Martinique	Natifs de Guyane	Natifs de La Réunion	Ensemble 18-34 ans	Ensemble 35 ans +
Effectif non pondéré	99 988	103 429	18 640	169 264	126 213	265 108
Constante	– 0,91 ***	– 0,77 ***	– 1,24 ***	– 1,36 ***	– 1,47 ***	– 0,36 ***
Sexe - Réf. : Femme	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Homme	1,60 ***	1,65 ***	1,59 ***	2,32 ***	2,04 ***	1,83 ***
Groupe d'âges - Réf. : 18-24 ans	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
25-29 ans	1,54 ***	1,48 ***	1,43 ***	1,43 ***	–	–
30-34 ans	1,95 ***	1,86 ***	2,16 ***	1,67 ***		
35-39 ans	2,25 ***	2,22 ***	2,56 ***	1,99 ***		
40-44 ans	2,58 ***	2,59 ***	3,27 ***	2,35 ***		
45-49 ans	2,93 ***	2,84 ***	3,44 ***	2,34 ***		
50-54 ans	2,61 ***	2,71 ***	3,18 ***	1,90 ***		
55-59 ans	1,29 ***	1,20 ***	1,93 ***	0,83 ***		
60-64 ans	0,29 ***	0,24 ***	0,43 ***	0,23 ***		
Nationalité d'ego - Réf. : Français de naissance	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Étranger	0,46 ***	0,54 ***	0,44 ***	0,68	0,51 ***	0,56 ***
Français par acquisition	0,60 ***	0,80	0,91	0,68 ***	0,95	0,62 ***
Situation familiale - Réf. : Adulte d'un couple avec enfant(s)	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Adulte d'un couple sans enfant	0,90 ***	0,86 ***	1,10 ***	1,08 ***	1,76 ***	0,81 ***
Adulte d'une famille monoparentale	0,74 ***	0,70 ***	0,84 ***	0,74 ***	0,66 ***	0,86 ***
Enfant d'un couple	0,53 ***	0,50 ***	0,60 ***	0,64 ***	0,79 ***	0,46 ***
Enfant d'une famille monoparentale	0,40 ***	0,44 ***	0,56 ***	0,46 ***	0,62 ***	0,41 ***
Hors famille dans un ménage	0,54 ***	0,53 ***	0,69 ***	0,59 ***	0,80 ***	0,54 ***
Personne vivant seule	0,73 ***	0,75 ***	0,93 ***	0,79 ***	1,33 ***	0,71 ***
Diplôme le plus élevé obtenu - Réf. : Pas de diplôme	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
CEP / BEPC	3,30 ***	3,27 ***	6,91 ***	4,35 ***	4,01 ***	4,12 ***
CAP / BEP	3,20 ***	3,34 ***	6,83 ***	4,29 ***	3,99 ***	4,20 ***
Baccalauréat général	2,03 ***	2,09 ***	3,72 ***	2,25 ***	2,26 ***	2,46 ***
Baccalauréat technologique ou professionnel	1,63 ***	1,73 ***	2,32 ***	1,79 ***	1,81 ***	1,89 ***
Diplôme du supérieur 1er cycle	4,98 ***	5,18 ***	11,00***	8,07 ***	7,69 ***	5,93 ***
Diplôme du sup. 2e/3e cycle	6,80 ***	6,78 ***	12,29 ***	10,36 ***	8,61 ***	8,60 ***
Indicateur de résidence cinq ans avant - Réf. : Même département[(a)]	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Autre département	0,73 ***	0,68 ***	0,72 ***	0,57 ***	0,71 ***	0,50 ***
Lieu de vie - Réf. : Vit dans le DOM de naissance	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Vit dans un autre DOM	1,37 ***	1,09 ***	0,67 ***	0,83 ***	–	–
Vit en métropole	2,58 ***	2,26 ***	1,28 ***	2,51 ***	2,26 ***	2,48 ***

(a) Pour les besoins de l'analyse, l'ensemble des départements de la métropole ont été considérés comme ne formant qu'un seul et même département.
Lecture : Toutes choses égales par ailleurs, le rapport de chances pour un Guadeloupéen, quel que soit son lieu de vie, d'être en emploi est 1,6 fois plus élevé que celui d'une Guadeloupéenne.
Champ : Natifs des DOM résidant dans leur DOM ou en métropole, âgés de 18 à 64 ans ; population non scolarisée.
Source : Insee, recensement de la population 2007.

Tableau A.3.4. Facteurs associés à la probabilité – pour les diplômés du supérieur – d'occuper un emploi salarié de cadre ou profession intermédiaire pour les natifs résidant dans leur DOM ou en métropole (OR)

	Natifs de Guadeloupe	Natifs de Martinique	Natifs de Guyane	Natifs de La Réunion	Ensemble 18-34 ans	Ensemble 35 ans +
Effectif non pondéré	12 968	14 254	2 672	15 265	20 342	24 817
Constante	0,34 ***	0,13 ***	– 0,07 ***	0,24 ***	0,09 **	1,02 ***
Sexe - Réf. : Femme	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Homme	1,35 ***	1,25 ***	1,22 **	1,39 ***	1,24 ***	1,37 ***
Groupe d'âges - Réf. : 18-24 ans	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
25-29 ans	1,56 ***	1,87 ***	1,93 ***	1,63 ***	–	–
30-34 ans	1,58 ***	1,97 ***	2,20 ***	1,80 ***		
35-39 ans	1,74 ***	2,06 ***	2,92 ***	2,12 ***		
40-44 ans	2,09 ***	2,12 ***	3,22 ***	2,41 ***		
45-49 ans	2,18 ***	2,30 ***	3,23 ***	2,27 ***		
50-54 ans	1,94 ***	2,22 ***	3,28 ***	2,08 ***		
55-59 ans	2,75 ***	2,74 ***	2,25 ***	1,94 ***		
60-64 ans	2,56 ***	3,88 ***	2,29 **	2,08 ***		
Nationalité d'ego - Réf. : Français de naissance	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Étranger	1,46	1,02	–	0,88	1,24	1,03
Français par acquisition	0,40 **	0,94	1,00	19,52	1,16	0,59
Situation familiale - Réf. : Adulte d'un couple avec enfant(s)	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Adulte d'un couple sans enfant	1,20 ***	1,08	1,26	1,23 ***	1,41 ***	0,94
Adulte d'une famille monoparentale	0,66 ***	0,69 ***	0,66 ***	0,72 ***	0,58 ***	0,72 ***
Enfant d'un couple	0,56 ***	0,67 ***	0,82	0,66 ***	0,74 ***	0,60 ***
Enfant d'une famille monoparentale	0,56 ***	0,52 ***	0,60 **	0,55 ***	0,63 ***	0,46 ***
Hors famille dans un ménage	0,86	0,75 ***	0,67 **	0,91	0,89	0,78 ***
Personne vivant seule	1,06	1,28 ***	1,38 **	1,33 ***	1,36 ***	1,13 ***
Indicateur de résidence cinq ans avant - Réf. : Même département[(a)]	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Autre département	0,90	1,06	1,34	0,91	0,78 ***	1,62 ***
Lieu de vie - Réf. : Vit dans le DOM de naissance	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Vit dans un autre DOM	1,37 ***	1,60 ***	1,90 **	1,11	–	–
Vit en métropole	0,73 ***	0,84 ***	0,89	0,71 ***	0,92 **	0,62 ***

(a) Pour les besoins de l'analyse, l'ensemble des départements de la métropole ont été considérés comme ne formant qu'un seul et même département.
Lecture : Toutes choses égales par ailleurs, le rapport de chances pour un homme natif de Guadeloupe, quel que soit son lieu de vie (DOM ou métropole), d'occuper un emploi salarié en tant que cadre ou profession intermédiaire alors qu'il est diplômé du supérieur, est 1,35 fois plus élevé que celui d'une femme native de ce même département.
Champ : Natifs des DOM, âgés de 18 à 64 ans, titulaires d'un diplôme supérieur occupant un emploi salarié dans leur DOM ou en métropole ; population non scolarisée.
Source : Insee, recensement de la population 2007.

Tableau A.3.5. Facteurs associés à la probabilité d'être en emploi pour les natifs résidant dans leur DOM (OR)

	Ensemble	18-34 ans	35-64 ans	Diplôme inférieur au Bac	Diplôme supérieur ou égal au Bac
Effectif non pondéré	8 644	2 255	6 389	6 496	2 148
Constante	– 2,97 ***	– 3,02 ***	– 4,10 ***	– 2,56 ***	– 0,70 ***
Sexe - Réf. : Femme	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Homme	1,91 ***	2,49 ***	1,46 ***	1,84 ***	2,00 ***
Département - Réf. : La Réunion	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Guadeloupe	1,19 ***	1,59 ***	1,12	1,28 ***	1,01
Guyane	2,67 ***	2,78 ***	2,47 ***	3,14 ***	2,41 ***
Martinique	1,38 ***	1,63 ***	1,38 ***	1,60 ***	1,09
Diplôme le plus élevé obtenu - Réf. : Pas de diplôme	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
CEP / BEPC	1,72 ***	1,56 **	1,62 ***	–	–
CAP / BEP	2,84 ***	2,77 ***	2,51 ***		
Baccalauréat général	4,89 ***	5,69 ***	3,76 ***		
Baccalauréat technologique ou professionnel	5,41 ***	3,99 ***	6,25 ***		
Diplôme du supérieur 1er cycle	9,60 ***	13,44 ***	5,86 ***		
Diplôme du supérieur 2e/3e cycle	18,65 ***	22,87 ***	13,64 ***		
Lieu d'obtention du diplôme - Réf. : Dans le DOM	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
À l'étranger	1,57	1,56	1,82	1,31	8,14
Dans un autre DOM	1,92 *	3,11 *	1,11	1,54	4,93 ***
En métropole	1,62 ***	1,55	1,66 ***	2,04 ***	1,90 ***
Expérience professionnelle - Réf. : Entre 0 et 2 ans	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Entre 2 et 5 ans	4,33 ***	4,73 ***	5,86 ***	4,36 ***	6,06 ***
Entre 5 et 10 ans	6,47 ***	10,79 ***	10,88 ***	6,89 ***	5,48 ***
Au moins 10 ans	15,30 ***	21,28 ***	55,75 ***	15,09 ***	9,97 ***
Lien à la migration d'ego - Réf. : Natif non migrant	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Natif de retour	0,62 ***	0,50 ***	0,70 ***	0,70 ***	0,82

Lecture : Toutes choses égales par ailleurs, le rapport de chances pour un homme d'être en emploi est 1,9 fois plus élevé que celui d'une femme.
Champ : Natifs des DOM résidant dans leur DOM, âgés de 18 à 64 ans ; population non scolarisée, hors retraités.
Source : Ined-Insee, MFV 2009-2010.

Tableau A.3.6. Facteurs associés à la probabilité d'être en emploi pour les natifs de retour dans leur DOM (OR)

	Ensemble	18-34 ans	35-64 ans	Diplôme inférieur au Bac	Diplôme supérieur ou égal au Bac
Effectif non pondéré	3 736	751	2 985	2 558	1 178
Constante	– 3,32 ***	– 3,56 ***	– 4,63 ***	– 2,99 ***	– 0,70 ***
Sexe - Réf. : Femme	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Homme	2,18 ***	2,14 ***	2,12 ***	2,12 ***	2,16 ***
Département - Réf. : La Réunion	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Guadeloupe	1,10	1,61 **	1,06	1,05	1,25
Guyane	2,52 ***	2,98 ***	2,31 **	3,61 ***	1,68
Martinique	1,20 *	1,52 *	1,21 *	1,29 **	1,10
Diplôme le plus élevé obtenu - Réf. : Pas de diplôme	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
CEP / BEPC	1,99 ***	2,04	1,95 ***	–	–
CAP / BEP	2,67 ***	3,49 ***	2,44 ***		
Baccalauréat général	5,12 ***	6,13 ***	4,28 ***		
Baccalauréat technologique ou professionnel	8,31 ***	12,99 ***	5,96 ***		
Diplôme du supérieur 1er cycle	10,31 ***	12,06 ***	8,52 ***		
Diplôme du supérieur 2e/3e cycle	23,45 ***	32,86 ***	17,71 ***		
Lieu d'obtention du diplôme - Réf. : Dans le DOM	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
À l'étranger	1,79	2,78	1,92	1,71	6,88
Dans un autre DOM	1,38	1,57	1,07	1,02	3,49 **
En métropole	1,66 ***	1,51 *	1,76 ***	2,17 ***	1,86 ***
Expérience professionnelle - Réf. : Entre 0 et 2 ans	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Entre 2 et 5 ans	3,11 ***	3,40 ***	5,05 **	2,52 ***	4,54 ***
Entre 5 et 10 ans	4,32 ***	6,49 ***	8,26 ***	6,54 ***	3,12 ***
Au moins 10 ans	13,37 ***	20,39 ***	52,77 ***	16,89 ***	7,72 ***

Lecture : Toutes choses égales par ailleurs, le rapport de chances pour un homme d'être en emploi est 2,18 fois plus élevé que celui d'une femme.
Champ : Natifs de retour résidant dans leur DOM, âgés de 18 à 64 ans ; population non scolarisée, hors retraités.
Source : Ined-Insee, MFV 2009-2010.

Tableau A.3.7. Facteurs associés à la probabilité d'être en emploi pour les natifs résidant dans leur DOM (OR)

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		La Réunion	
	18-34 ans	35-64 ans	18-34 ans	35-64 ans	18-34 ans	35-64 ans	18-34 ans	35-64 ans
Effectif non pondéré	440	1 872	491	1 875	482	801	842	1 841
Constante	– 2,47 ***	– 3,71 ***	– 2,74 ***	– 4,11 ***	– 1,92 ***	– 3,02 ***	– 3,16 ***	– 4,09 ***
Sexe - Réf. : Femme	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Homme	2,98 ***	1,68 ***	2,17 ***	1,34 **	1,48	1,02	2,77 ***	1,42 ***
Diplôme le plus élevé obtenu - Réf. : Pas de diplôme	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
CEP / BEPC	2,63 *	1,46 **	2,11	1,33 *	1,19	1,43	1,49	1,96 ***
CAP / BEP	2,76 ***	2,44 ***	4,97 ***	2,99 ***	4,15 ***	3,39 ***	2,29 ***	2,19 ***
Baccalauréat général	3,82 **	4,60 ***	7,20 ***	3,36 ***	7,23 ***	3,32 **	6,38 ***	3,58 ***
Baccalauréat technologique ou professionnel	1,18	5,56 ***	2,85 *	5,17 ***	6,03 **	2,72 *	7,43 ***	10,73 ***
Diplôme du supérieur 1er cycle	6,96 ***	10,13 ***	11,27 ***	7,50 ***	14,57 ***	4,56 ***	24,64 ***	4,13 ***
Diplôme du supérieur 2e/3e cycle	27,16 ***	13,31 ***	14,21 ***	12,47 ***	50,86 ***	24,84 ***	30,93 ***	15,06 ***
Lieu d'obtention du diplôme - Réf. : Dans le DOM	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
À l'étranger	0,61	2,17	13,85	16,66	0,23	5,45	–	0,67
Dans un autre DOM	2,10	5,43 *	4,45	0,50	5,53 *	–	–	–
En métropole	0,89	1,87 ***	0,81	1,20	0,71	1,90	4,94 ***	1,91 **
Expérience professionnelle - Réf. : Entre 0 et 2 ans	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Entre 2 et 5 ans	4,15 ***	4,22 **	6,03 ***	19,49 ***	6,70 ***	14,04 ***	4,77 ***	2,86
Entre 5 et 10 ans	7,29 ***	9,14 ***	14,15 ***	17,93 ***	9,10 ***	22,03 ***	12,70 ***	8,83 ***
Au moins 10 ans	40,03 ***	39,68 ***	10,77 ***	82,80 ***	10,25 ***	49,73 ***	26,12 ***	56,27 ***
Lien à la migration d'ego - Réf. : Natif non migrant	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Natif de retour	0,68	0,63 ***	0,65	0,64 ***	0,67	0,54 **	0,39 ***	0,78 *

Note : L'absence de valeur signalée par un tiret «–» signifie que le paramètre n'est pas estimable.
Lecture : Toutes choses égales par ailleurs, le rapport de chances pour un jeune homme natif de la Guadeloupe (18 à 34 ans) d'être en emploi est 3 fois plus élevé que celui d'une jeune native.
Champ : Natifs des DOM résidant dans leur DOM , âgés de 18 à 64 ans ; population non scolarisée, hors retraités.
Source : Ined-Insee, MFV 2009-2010.

Tableau A.3.8. Facteurs associés à la probabilité – pour les diplômés du supérieur – d'occuper un emploi salarié de cadre ou profession intermédiaire pour les natifs résidant dans leur DOM (OR)

	Ensemble	18-34 ans	35-64 ans
Effectif non pondéré	1 049	364	685
Constante	0,16	0,026	17,03
Sexe - Réf. : Femme	*1*	*1*	*1*
Homme	1,60 ***	1,400	1,96 ***
Département - Réf. : La Réunion	*1*	*1*	*1*
Guadeloupe	0,69 *	1,264	0,36 ***
Guyane	1,134	1,281	0,690
Martinique	0,65 **	0,617	0,50 **
Lieu d'obtention du diplôme - Réf. : Dans le DOM	*1*	*1*	*1*
À l'étranger	–	–	–
Dans un autre DOM	7,10 **	3,944	–
En métropole	1,67 **	2,02 *	1,570
Expérience professionnelle - Réf. : Entre 0 et 2 ans	*1*	*1*	*1*
Entre 2 et 5 ans	1,82 **	1,474	1,336
Entre 5 et 10 ans	2,01 ***	1,79 **	–
Au moins 10 ans	3,58 ***	2,62 *	–
Lien à la migration d'ego - Réf. : Natif non migrant	*1*	*1*	*1*
Natif de retour	1,203	1,437	0,946

Note : L'absence de valeur signalée par un tiret «–» signifie que le paramètre n'est pas estimable.
Lecture : Toutes choses égales par ailleurs, le rapport de chances pour un homme d'occuper un emploi de cadre ou profession intermédiaire est 1,6 fois plus élevé que celui d'une femme.
Champ : Natifs des DOM, âgés de 18 à 64 ans, diplômés du supérieur, salariés et résidant dans leur DOM ; population non scolarisée, hors retraités.
Source : Ined-Insee, MFV 2009-2010.

Références

Beauchemin C., Hamel., Simon P., 2010, *Trajectoires et Origines. Enquête sur la diversité des populations en France. Premiers résultats*, Ined, Document de travail n° 168, 151 p.

Borrel C., Lhommeau B., 2010, « Être né en France d'un parent immigré », *Insee première*, n° 1287, 4 p.

Breton D., Condon S., Marie C.-V., Temporal F., 2009, « Les départements d'outre-mer face aux défis du vieillissement démographique et des migrations », *Population et sociétés*, n° 460, 4 p., http://www.ined.fr/fr/ressources_documentation/publications/pop_soc/bdd/publication/1480/

Charbit Y., Leridon H., 1980, *Transition démographique et modernisation en Guadeloupe et en Martinique,* Paris, Ined, Cahier n° 89, 308 p.

Contant F., 1987, « La politique française de l'immigration antillaise de 1946 à 1987 », *Revue européenne des migrations internationales*, 3(3), p. 9-30.

Dion M., Bellot S., 2004, « La migration pour études, atout à La Réunion ? », *Revue européenne des migrations internationales*, 20(1), p. 141-167.

Domenach H., Picouet M., 1992, *La dimension migratoire des Antilles*, Paris, Economica, 254 p.

Festy P., Hamon C., 1983, *Croissance et révolution démographiques à La Réunion*, Paris, Ined/PUF, Cahier n°100, 116 p.

Labache L., 2007, « La mobilité des jeunes Réunionnais vers la métropole et l'espace européen », *Les 3e rencontres « Jeunes et sociétés en Europe et autour de la Méditerranée »*, Marseille, IUFM, 24, 25 et 26 octobre, 13 p. http://www.jeunes-et-societes.com/public/archives/2005/LABACHE.pdf

Marie C.-V., 2011, « L'enquête Migrations, famille et vieillissement », *Politiques sociales et familiales. Réalités sociales et politiques publiques dans les DOM*, n° 106, Cnaf, 6 p.

Marie C.-V., Chevalier F., 2001, « Migrants de retour : entre promotion et précarité », *Économie de La Réunion*, n° 109, Insee, p. 14-17.

Marie C.-V., Temporal F., 2001, « Migrants de retour : une émigration très encadrée par les institutions », *Économie de La Réunion*, n° 109, Insee, p. 12-14.

Marie C.-V., Rallu J.-L., 2004, « Migrations croisées entre DOM et Métropole : l'emploi comme moteur de la migration », *Espace populations sociétés,* n° 2004/2, p. 237-252.

Marie C.-V., Temporal F., 2011, « Les DOM : terres de migrations », *Espace populations sociétés*, n° 2011/3.

Marie C.-V., Temporal F., Breton D., Condon S., Abdouni S., 2011, « *Migrations, famille et vieillissement – Des défis pour La Réunion de demain* », Insee-Réunion, Insee-Partenaires, n° 12, 6 p.

Monteil C., Rallu J.-L., 2010, « Migrations : l'impact démographique et économique », *Économie de La Réunion*, n° 136, Insee, p. 11-22.

Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONEPS), 2006, « Une approche de la pauvreté dans les départements d'outre-mer. Réflexions sur la pauvreté dans les départements d'outre-mer. Annexe du rapport 2005-2006 », *Les travaux de l'observatoire*, La Documentation française, p. 389-539.

Parain C., 2011, « Approche comparée des évolutions macro-économiques des Outre-mer », *Créer de la valeur ajoutée et de l'emploi en outre-mer*, Conférence de l'Agence française du développement en partenariat avec Cerom, Paris, Maison de la RATP, 25 novembre.

Rallu J.-L., Diagne A., 2005, « La population des départements d'outre-mer depuis les années 1950 », *in* Bergouignan C., Blayo C., Parant A., Sardon J.-P., Tribalat M. (dir.), *La population de la France : évolutions démographiques depuis 1946*, Pessac, Cudep, Tome 1 p. 103-125.

Temporal F., 2011, « L'évolution démographique récente dans les départements d'outre-mer », *Politiques sociales et familiales*, n° 106, Synthèses et statistiques, Cnaf, p. 1-7.

Franck Temporal, Claude-Valentin Marie, avec la collaboration de Stéphane Bernard • **Insertion professionnelle des jeunes ultramarins : DOM ou métropole ?**

Depuis un demi-siècle, les départements d'outre-mer (DOM) sont le théâtre de mouvements migratoires intenses où se croisent départs et retours des natifs des DOM et de populations nées en France métropolitaine ou à l'étranger. L'émigration des natifs des DOM, principalement orientée vers la métropole, a pour caractéristique majeure de concerner quasi exclusivement des individus en âge de travailler motivés par les études et l'emploi. Cette étude mesure l'ampleur et décrit la complexité de ces migrations, en s'attachant aux mécanismes de sélection à l'œuvre au départ comme au retour, notamment selon le niveau de diplôme. Il s'agit aussi d'évaluer les conditions de l'insertion des natifs des DOM pendant leur migration et d'apprécier les bénéfices qu'en tirent ceux qui reviennent, en particulier pour les plus jeunes (18 à 34 ans) par comparaison à leurs aînés (35 à 64 ans), afin d'éclairer les évolutions qui, d'une catégorie d'âge à l'autre, ont marqué cette tradition durable et forte de migration. Les résultats inédits des enquêtes *Migrations, famille et vieillissement* (MFV) et *Trajectoires et origines* (TeO), associés aux données des recensements dans les DOM et en métropole, offrent la possibilité d'analyses détaillées de la population des natifs des DOM quel que soit leur lieu de résidence, et ainsi de mieux comprendre les dynamiques en cours.

Franck Temporal, Claude-Valentin Marie, with Stéphane Bernard • **Labour Market Integration of Young People from the French Overseas Départements: At Home or in Metropolitan France?**

Since the mid-twentieth century, France's overseas départements (DOM) have seen intense migration, with criss-crossing flows of DOM native-borns leaving and returning, alongside migrants from France and other countries. Practically all of the DOM native-borns who emigrate – mainly towards metropolitan France – are working-age adults who leave their home for work or educational purposes. This study measures the scale of these migration flows and describes their complexity, focusing on the selection mechanisms at play among leavers and returners, notably in terms of educational level. We also examine the conditions of integration of DOM native-borns in their place of destination and assess the benefits of migration for those who return, the youngest especially (ages 18-34), by comparison with their elders (ages 35-64), the aim being to shed light on the changes which, from one age group to another, have marked this powerful and long-standing migration tradition. The original findings of the Migrations, Family and Ageing survey (MFV), and of the Trajectories and Origins survey (TeO), associated with census data from the DOMs and metropolitan France, provide scope for detailed analysis of the population of DOM native-borns, whatever their place of residence, and for a better understanding of the dynamics involved.

Franck Temporal, Claude-Valentin Marie, con la colaboración de Stéphane Bernard • **Inserción profesional de los jóvenes de ultramar ¿DOM o Francia metropolitana?**

Desde hace medio siglo, los departamentos de ultramar (DOM) son el escenario de intensos movimientos migratorios donde se cruzan salidas y retornos de nativos de los DOM y de poblaciones nacidas en Francia metropolitana o en el extranjero. La emigración de los nativos de los DOM, principalmente dirigida hacia la metrópoli, concierne casi exclusivamente individuos en edad de trabajar, motivados por los estudios y el empleo. Este estudio mide la magnitud de esta emigración y describe su complejidad, centrándose en los mecanismos de selección que actúan tanto en el momento de partir como en el del retorno, en particular según el nivel de educación. Se trata igualmente de evaluar las condiciones de inserción de los nativos de los DOM durante la migración y de apreciar los beneficios que sacan de ella los que regresan, comparando los individuos mas jóvenes (18-34 anos) con los mayores (35-64 anos); se pretende así esclarecer las evoluciones que, de una categoría de edad a otra, han marcado esta fuerte y duradera tradición de migración. Los resultados inéditos de las encuestas Migrations, famille et vieillissement (MFV) y Trajectoires et origines (TeO), asociados a los datos del censo en los DOM y en Francia metropolitana, permiten analizar de forma detallada la población de los nativos de los DOM cualquiera que sea su lugar de residencia, y así comprender mejor la dinámica actual.

Mots-clés : Natifs des DOM, émigration, retour, niveau de diplôme, insertion professionnelle, qualification des emplois.

Keywords: DOM native-borns, emigration, return, educational level, labour market integration, job qualification.